

# *l'Anti*capitaliste

N°114 | AVRIL 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## LA CRISE DU CORONAVIRUS



LE CINQUIÈME PÉRONISME  
À LA LUMIÈRE DU PASSÉ



MARTINIQUE: 11 ANS APRÈS  
2009, DE NOUVEAUX DÉFIS



COVID-19: LES FEMMES EN PREMIÈRE  
LIGNE

# Sommaire

## EDITORIAL

**Fabienne Dolet** Contre le virus : prenons nos affaires en mains, sans patrie ni frontières **P3**

## PREMIER PLAN

**Robert Pelletier** retraites et union sacrée **P4**

**Claudio Katz** Le cinquième péronisme à la lumière du passé **P6**

**Mimosa Effe** Politiser les violences faites aux femmes, refuser la prison **P10**

**Philippe Poutou, Béatrice Walylo**

Bordeaux : 11,7% pour un programme de rupture anticapitaliste **P12**

**Patrice Mhidi** Martinique : 11 ans après 2009, de nouveaux défis **P13**

## DOSSIER

**Antoine Larrache** Coronavirus, révélateur d'un monde qui tourne à l'envers **P16**

**Rémi Grumel** Récession mondiale : où va la crise du coronavirus ? **P18**

**Raphaël Alberto** Ne confinons pas la sociologie et la pédagogie **P21**

**Roseline Vacheta** La marche autoritaire de Macron et de son gouvernement **P23**

**Marie Moïse** Italie : « Par des actions concrètes, c'est montrer qu'il est possible de construire une société solidaire » **P25**

**Par le comité inspection du travail du NPA**

Le confinement des droits. Épidémie et guerre sociale **P26**

**Kevin (Biatss Rennes)** Produire des diplômes coûte que coûte, n'importe comment ? Quand l'université perd les pédales **P28**

**Calie Autieri** Les femmes en première ligne **P29**

**Gaëlle Créac'h** Les sans-abri confinés par un gouvernement en carton **P31**

**Frédéric Malvaud** Pandémies ou écosocialisme, il va falloir choisir ! **P32**

## LECTURES

**Julien Salingue** « La plus belle avenue du monde », de Ludivine Bantigny **P35**

## FOCUS

Pendant le confinement, la lutte continue ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une: Réquisition et transformation du centre sportif de Tazi Lake de Wuhan en hôpital-refuge Fangcang pour le traitement centralisé des personnes infectées © 淘汐 / Wikicommons



Il y a un an... Paris, le 4 avril 2019, grève et manifestation des enseignantEs contre la réforme Blanquer. © Photothèque Rouge / JMB



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

## l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

**Directeur de la publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Antoine Larrache

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

**Commission paritaire :**  
0519 P 11509

**Numéro ISSN :**  
2269-370X

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

**Tirage :**  
3 000 exemplaires

**Maquette et impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Contre le virus : prenons nos affaires en mains, sans patrie ni frontières !

PAR FABIENNE DOLET

**D**e la défiance ! C'est ainsi qu'on peut résumer le résultat d'un sondage commandé par France Info et Le Figaro, paru le 9 avril 2020. Pour 76 % des Français, le gouvernement a menti au sujet des masques, il n'a été ni clair ni cohérent sur leur usage. Cela vaut certes ce que vaut un sondage, mais confirme la fragilité du pouvoir en place et l'illégitimité de son discours d'union sacrée pour faire face à la crise sanitaire engendrée par le Covid-19.

Depuis le 12 mars, Macron s'est posé en chef de guerre contre cet ennemi invisible, le virus. Il prétend être à la tête d'une armée d'invisibles auxquels il enjoint de se confiner et « en même temps » de continuer à bosser (les soignantEs, caissierEs, les postierEs, les manutentionnaires...), auxquels il dédie remerciements et applaudissements sans les gratifier ni les écouter. Il en appelle à la responsabilité de chacun tout en laissant son gouvernement dire devant touTEs des contre-vérités manifestes.

La politique du désormais si célèbre « en même temps » de la Macronie a fait long feu. Cette crise sanitaire, et ses milliers de morts, révèle au grand jour les conséquences de plus de dix ans de politiques de marchandisation de l'hôpital (malgré les alertes tirées depuis un an par le personnel hospitalier), de gestion à flux tendu des dispositifs sanitaires et des lits. Si l'arrivée d'un nouveau virus fortement contagieux ne pouvaient être anticipée, l'épidémie l'était. Et la casse des services publics de santé relève bien d'un choix politique, depuis longtemps à l'œuvre et jamais mis en cause.

Certes Macron et son gouvernement n'affichent pas le cynisme d'un Trump ou d'un Bojo, mais pour masquer la dégradation des conditions d'exercice, le manque de personnel et les insuffisances de matériel, la caricaturale communication gouvernementale ferait presque rire, si ce n'était pas tragique... à plus d'un titre.

## IRRESPONSABLES

En voulant préserver ses projets et son image et éviter un grand coup de frein sur l'activité, le gouvernement a, de fait, tardé à prendre les seules mesures possibles. Entre réforme des retraites et élections municipales, le coronavirus faisait figure de petit intrus qui dérange les plannings.

Le 16 février, la ministre de la Santé lâche son poste pour devenir candidate à la mairie de Paris. Ses remords, nourris par sa défaite électorale, sonnent un mois plus tard comme un aveu d'impuissance et d'irresponsabilité. Une fois encore, l'« en même temps » frappe par son incohérence : la fermeture des écoles vient d'être annoncée le 12 mars, mais elles seront ouvertes pour voter dimanche 14 mars.

Quant à la réforme des retraites, le samedi 29 février, lors d'un conseil de défense dédié à la propagation du virus, Édouard Philippe annonce l'utilisation de l'article 49.3 pour la faire adopter. Elle sera suspendue le lundi 16 mars, comme celle de l'assurance-chômage. Le petit intrus est devenu le centre des préoccupations.

Ne nous y trompons, Macron et son gouvernement ne sont pas devenus des défenseurs du socialisme, de la mutualisation et du partage des richesses. Ils mettent l'État au service du système économique et des profits pour amortir la crise. Et leurs premières annonces furent d'abord des cadeaux à destination des grandes entreprises et des banques, avant de s'étendre aux petites et moyennes entreprises. L'exécutif prévoit en fait d'utiliser, comme à la suite de la crise financière de 2008, les dispositifs de redistribution pour qu'ils jouent leur rôle d'amortisseurs de la crise. Ce n'est plus guère le moment de les déréguler et de les casser... mais cela reste leur projet stratégique.

Et la solidarité internationale s'arrête où commence les profits. Une fois de plus, les États et les gouvernements européens se déchirent pour ne pas avoir à payer la note du voisin. Notre camp social n'a nul besoin de ce poison nationaliste et souverainiste. Le virus se joue des frontières, les travailleurs, eux, n'ont pas de patrie. C'est d'un choc des solidarités dont nous avons besoin.

## NI PISTAGES, NI UNION SACRÉE : DÉPISTAGES MASSIFS ET ARRÊT DE LA PRODUCTION NON-ESSENTIELLE

Pas question que le consentement au confinement (qui reste la seule solution, faute de dépistages massifs, de moyens de protection, de traitement ou de vaccin) soit un chèque en blanc ni au gouvernement ni à la marche des États européens.

De mensonges, dont le but est contôler les populations, en injonctions culpabilisatrices des individus (exercice dans lequel le préfet Lallement s'est illustré brillamment le 2 avril dernier), le gouvernement ne cesse de durcir les mesures de privations de liberté, comme le lui permet la loi d'urgence sanitaire du 23 mars 2020, et de peaufiner son discours anti-social, en s'appuyant sur l'administration et la police, avec des dérives (plus ou moins violentes) pour maintenir l'ordre des profits.

Face à l'effondrement de l'organisation économique et sociale, dont les travailleurs (à commencer par les plus fragiles d'entre eux, et notamment les femmes) paient déjà les frais, l'urgence n'est ni aux pistages, ni à l'union sacrée.

L'urgence c'est une politique de santé publique digne du XXI<sup>e</sup> siècle avec dépistages massifs, masques en quantité et protection des personnes les plus fragiles. C'est pourquoi l'arrêt de toute production non essentielle – et non un confinement à deux vitesses profondément inégalitaire – peut contribuer à sauver des vies. Les travailleurEs organisésEs, dans leurs boîtes ou leurs quartiers, sont les seulEs à savoir ce qui dans cette période relève de la production essentielle.

Les jeunes et les travailleurs sont capables de décider ce qui relève de la satisfaction des besoins humains, ce qui ressort des biens inaliénables et non marchandisables, dans le respect du vivant. Il est urgent de prendre nos affaires en mains et de décider par nous-mêmes et pour nous-mêmes, en toute confiance. Nous avons un monde à gagner, c'est urgent. □

# Faisons tomber les masques de l'union sacrée

PAR ROBERT PELLETIER

*Dans toute période de crise profonde, de situation de « guerre » réelle ou déclarée comme telle, les appels au rassemblement de toutes les couches de la société, de toutes les classes sociales, se multiplient traditionnellement. C'est même souvent une des premières préoccupations des classes dirigeantes de tenter de mobiliser l'ensemble des forces sociales syndicales et politiques.*

La Première guerre mondiale reste le cas d'école le plus significatif tandis que, par exemple, lors de la Seconde guerre mondiale, la haine du fascisme et du nazisme ont fourni des arguments aux ralliements et rassemblements nationalistes et patriotiques. Dans les faits, hors de ces situations extrêmes, ces tentations de rassemblements nationalistes se retrouvent régulièrement. La vague d'attentats du 11 Septembre aux États-Unis d'Amérique, les attentats en Europe et singulièrement en France (rue Copernic, Bataclan, Charlie Hebdo, Hypercacher de Vincennes) ou la profanation de tombes juives (Carpentras, Strasbourg, Perpignan) ont été l'occasion d'opérations d'Union sacrée auxquelles le mouvement ouvrier n'a pas toujours su répondre de façon appropriée, c'est-à-dire en conservant une autonomie de classe.

Ces ralliements nationalistes se différencient pourtant des grands moments d'union nationale évoqués précédemment. En effet lors des « vraies » guerres ou au moment d'attentats terroristes ou racistes, un « ennemi » est sinon toujours identifiable, en tout cas désigné (l'allemand, l'arabe, le musulman). Alors que dans la situation d'aujourd'hui le seul ennemi un moment « identifié » fut la Chine avec ses marchés aux animaux vivants, ses traditions culinaires étranges voire au travers du complotisme à la Trump dénonçant un virus « fabriqué » et importé délibérément par les « communistes ». Cette dimension d'un ennemi non identifiable n'est pas totalement nouvelle : elle était déjà présente dans les discours dominants contre le terrorisme et l'intégrisme, que les

pouvoirs utilisent pour trier le bon citoyen de celui qui représenterait un danger pour la Nation.

## UNION SACRÉE CONTRE LA CATASTROPHE

Au moment où le gouvernement appelait de ses vœux l'Union sacrée, les principales organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFE-CGC ont co-signé au côté des organisations patronales MEDEF, CPME et U2P un relevé de réunion dans lequel elles « entendent ainsi affirmer le rôle essentiel du dialogue social et la négociation collective ». Ce document rejoint dans l'improbable et l'insupportable le fameux communiqué de presse concernant le mouvement des Gilets jaunes de décembre 2018. Dans les deux cas, la légitimation et la revendication du dialogue social engagent l'ensemble des dirigeants confédéraux sur le terrain d'une solidarité nationale avec un État qui en contrepartie ne connaît que le soutien aux plus riches, au patronat, aux entreprises d'un côté, et la répression sauvage contre les salariéEs, les jeunes, les femmes, les précaireEs et les migrantEs de l'autre.

Si de tels positionnements sont habituels et attendus du côté des CFDT, CFE-CGC, UNSA, CFTC, ils sont moins prévisibles du côté de la FSU, éventuellement de FO ou encore de la CGT. En fait, tout se passe comme si les directions de ces syndicats étaient, pour employer un mot à la mode, confinées dans un univers technocratique, bureaucratique, dans lequel la seule boussole restante pour le syndicalisme serait le dialogue social, la cogestion des crises les plus profondes. Un positionnement qui, de plus, tend à corroborer l'idée qu'il s'agit d'une « catastrophe »,

c'est-à-dire d'un événement improbable dont les causes ne seraient pas, pour l'essentiel, imputables aux activités humaines, que l'on regarde du côté des atteintes à l'environnement ou de la destruction programmée d'un édifice médico-social capable de faire face à une telle pandémie.

## DES LOGIQUES COMPLÉMENTAIRES

Ces positionnements relèvent de plusieurs logiques qui cohabitent et se complètent. Tout d'abord l'idée de la nécessité de constituer un front, de faire « patrie » face à un « ennemi » redoutable. On retrouve ici les ingrédients de la capitulation de 1914 que l'on a entendus dans les positionnements des Partis socialiste, communiste, de la France insoumise lors des différents votes au Sénat et à l'Assemblée nationale sur l'état d'urgence. Se partageant, comme au moment des débats parlementaires sur la « non-guerre d'Algérie », entre abstention et vote « pour » au nom de l'unité nationale.

La seconde est celle des diagnostics partagés qu'on retrouve depuis plusieurs années notamment autour des questions de protection sociale : le déficit de la Sécurité sociale, la gestion des retraites, l'assurance chômage. L'idée est celle de la nécessité de sacrifices (mal) partagés entre le patronat, les actionnaires d'un côté et les salariéEs, celles et ceux qui vivent de leur travail de l'autre. Une pression encore récemment utilisée dans la gestion paritaire des caisses de retraites complémentaires AGIRC-ARRCO.

C'est d'autant plus grave que la « guerre » contre le virus s'avère être surtout une guerre contre la population, les « irresponsables » et

singulièrement contre les salariéEs, les plus démunis comme les migrantEs ou les habitantEs des quartiers populaires ou, encore en « dégâts collatéraux », les femmes ou les enfants dans les familles, les plus ancienNEs enfermés dans les Ehpad.

Enfin la troisième logique, la plus largement partagée, est celle du dialogue social. Une logique qui va du « refus de la chaise vide », argument souvent utilisé dans la CGT, à la croyance de la possibilité d'influer de façon significative sur les positions patronales ou gouvernementales, voire de jouer sur des contradictions qui pourraient exister entre les deux. Mais aussi (surtout ?), une volonté d'autojustification d'appareils syndicaux qui depuis des décennies vivent sous perfusion permanente et croissante des administrations, des organismes paritaires, de cogestion. Autojustification de « fonctionnaires » syndicaux, « spécialistes » pour lesquels les formes d'autoritarisme peuvent aller de brimades, démandatements, à l'exclusion ou la dissolution des structures voire, ici ou là, au retour des méthodes « traditionnelles » de confrontation physique. Et une crainte face à toute forme d'auto-organisation qui pourrait mettre en cause la légitimité, la représentativité des appareils.

### CONFRONTÉES À LA RÉALITÉ D'UN AFFRONTEMENT

En pratique, les positionnements confédéraux ont été, hors la CGT, peu contestés. Dans une branche essentielle comme la métallurgie, les organisations syndicales représentatives, FO, CFTD, CFE-CGC ont signé un accord de branche qui entérine et concrétise tous les reculs prévus par le gouvernement en ce qui concerne les congés payés et les journées de RTT. Et dans de nombreuses entreprises où la direction exerce une pression sur les organisations syndicales, les structures d'entreprises de ces confédérations, appuyées par celles de la CFTC et de l'UNSA, acceptent des accords qui vont dans le même sens au nom de la sauvegarde, de la compétitivité des entreprises.

De son côté la direction confédérale CGT a tenté de faire face à la montée des protestations : « On a eu une réunion qui était prévue de longue date, on a discuté de la situation. Ce n'est pas un accord. Nous précisons ensemble qu'il est de la

responsabilité du gouvernement et des entreprises de tout mettre en œuvre pour protéger les salariés devant travailler ». Tout en laissant planer la possibilité de représailles contre les structures qui ont publiquement dénoncé le communiqué : « Quelques organisations de la CGT et des membres de la CEC ont envoyé un texte au CCN. Si ce genre d'initiatives n'est malheureusement pas nouveau à la CGT, il prend cette fois un caractère particulier puisque largement diffusé sur les réseaux sociaux avec des insultes graves comme « complicité de drames humains », voire des menaces vis-à-vis de dirigeants confédéraux. Chacune et chacun pourra se faire son opinion et le temps des explications internes viendra. »

Cependant, la situation a rendu la position de la direction confédérale de la CGT difficile à tenir. D'une part car la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement est de plus en plus rejetée par la population. Certains secteurs patronaux eux-mêmes, comme dans le bâtiment, doutent même de la possibilité de mettre en œuvre cette politique. Mais, surtout, le climat social construit dans les dernières années ne laisse guère de place à des consensus interclassistes. La mobilisation contre la loi travail, contre les atteintes au droit du travail, la révolte des Gilets jaunes et bien sûr la lutte contre la réforme des retraites ont construit et prolongé sur plusieurs années une défiance profonde, irréversible contre le gouvernement. Une défiance augmentée de colère et de tout refus du « comme avant » dans le secteur de la santé en lutte depuis de nombreux mois contre un pouvoir sourd jusqu'à l'absurde. Le gouvernement, dont la base sociale a toujours été réduite, n'est parvenu au pouvoir que par une sorte de hold-up politique permis par le profond rejet des partis politiques qui se sont relayés au pouvoir depuis des décennies et celui d'une extrême-droite malgré tout en embuscade.

### LA CONTESTATION SE CONSTRUIT

Au total, l'environnement social et politique a conduit nombre de structures d'entreprises, des unions départementales, des fédérations à se déclarer en total en refus de toute cogestion de la crise sanitaire et sociale. Cela a conduit la fédération de la métallurgie à porter devant le Conseil d'État l'obligation

pour le gouvernement de « dresser une liste, par secteurs d'activités, des entreprises essentielles à la Nation ». Cela a également imposé à la direction confédérale des positionnements en rupture avec une attitude largement rejetée et d'afficher une relative transparence sur les échanges avec le pouvoir et le patronat. Mais tout n'est pas scellé. Les débats sur le « jour d'après » vont relancer l'offensive sur les concessions partagées indispensables, sur la nécessité de relancer le dialogue social alors que, comme le démontre le plan d'urgence déjà mis en œuvre, ce sont les salariéEs qui vont être appelés à faire des sacrifices : allongement et flexibilisation généralisée du temps de travail, vol de jours de congés, contrôles et surveillance accrus, extension du télétravail brisant les collectifs de travail et interdisant le contrôle et la limitation du nombre d'heures travaillées. De l'autre côté, caisses de l'État ouvertes pour le patronat : suppression de cotisations sociales, exonérations de taxes, d'impôts, afflux d'aides financières de toutes sortes.

Le « jour d'après » sera inéluctablement marqué par un affrontement brutal avec la bourgeoisie et son appareil d'État. Il faudra repartir du bilan certes insuffisamment tiré des mobilisations précédentes. De la radicalité et la défiance de toute captation de représentativité des Gilets jaunes. De l'impérieuse nécessité de gagner la majorité de toutEs celles et ceux qui vivent de leur travail. Du nécessaire élargissement du combat dans ses dimensions écologique, féministe, antiraciste. Rien qui relève du consensus national, de l'effacement des barrières de classe.

En effet, l'union nationale et le dialogue social, derrière les discours sur de pseudos intérêts communs interclassistes face à des catastrophes qui touchent – c'est une réalité – toute la société, ne peuvent cacher longtemps que les solutions à ces crises répondent à des dynamiques et préoccupations complètement liées aux classes sociales et à leurs intérêts contradictoires. On le voit en particulier dans le choix entre maintenir la production d'un côté et la santé et la vie démocratique de l'autre, ou encore dans celui de subventionner les banques plutôt que le logement. Des choix que les classes populaires voient déjà et bientôt n'accepteront plus. □

# Le cinquième péronisme à la lumière du passé

PAR CLAUDIO KATZ

*Avec la présidence d'Alberto Fernandez commence le cinquième gouvernement péroniste de l'histoire argentine. On ne connaît pas encore quelle forme de justicialisme\* sera adoptée sous cette mandature et les quatre précédentes offrent des pistes contradictoires. Ce mouvement est passé par des voies opposées qui expliquent sa permanence.*

Le péronisme est la structure politique dominante depuis le milieu du siècle passé. Il conserve la prédominance en tant que culture, force électorale et réseau de pouvoir. Sa version classique (1945-1955) s'est inspirée du nationalisme militaire et a misé sur la bourgeoisie industrielle, en conflit avec le capital étranger et les élites locales. (...)

## VARIANTES DU JUSTICIALISME

Le premier péronisme a mis en œuvre des améliorations sociales d'énorme envergure. Dans aucun autre pays de la région n'a été instauré un Etat-providence si proche de celui de la social-démocratie européenne. Pour cette raison il a gagné un soutien inédit de la classe ouvrière organisée. Il est difficile de trouver un autre exemple international d'une identification aussi étroite du prolétariat avec un mouvement non communiste, socialiste ou anarchiste. Le second péronisme (1973-1976) fut totalement différent. Il a été caractérisé par la violente offensive des versants fascistes (Lopez Rega\*) contre les courants radicalisés (JP\*, Montoneros\*). La droite s'est déchaînée contre le vaste réseau militant forgé durant la résistance à la proscription de Perón. Elle a agi avec une fureur contre révolutionnaire dans le contexte insurgé des années 70.

La présence de ces deux pôles extrêmes au sein du mouvement lui-même fut une particularité de ce péronisme. Il incluait des courants antagoniques qui, dans le reste de l'Amérique Latine, s'affrontaient dans des organisations opposées. La coexistence argentine était inimaginable sous d'autres latitudes comme au Chili où Pinochet et Allende n'ont jamais partagé le même espace.

Le troisième péronisme fut néo libéral.

Dans les années 90, Menem a mis en pratique les politiques de privatisation, d'ouverture commerciale et de flexibilisation du travail que les thatchéristes du monde entier mettaient en œuvre. Ce ne fut pas le seul converti de cette période (Cardoso\* au Brésil, PRI\* au Mexique), mais personne n'a incarné une désertion aussi impudique du vieux nationalisme.

Le "riojano"\* a commis des exactions qui ont dépassé celles de l'anti péronisme. Il s'est attaqué aux grévistes du téléphone, du pétrole et des chemins de fer qui s'opposaient aux privatisations, il a démantelé les syndicats combatifs et a domestiqué la bureaucratie syndicale. Menem a profité du contexte international d'euphorie néolibérale et de l'accablement général provoqué par l'hyperinflation pour imposer son terrible modèle d'injustice sociale.

Ses agressions ont montré jusqu'à quel point le péronisme peut mener des processus régressifs. La même mutation réactionnaire s'est vérifiée dans d'autres cas comme le MNR\* de Bolivie ou l'APRA\* du Pérou. Mais ces formations ont disparu ou ont définitivement abandonné toute connexion avec leur base populaire. Elles ont été confrontées à la dissolution ou au déclin.

En revanche le péronisme a recomposé la fidélité de son électorat, en modifiant le principal ciment de ce soutien (syndicats, précarisés, fonctionnaires, capitalistes). Il a toujours eu une relation tendue avec l'establishment et n'a jamais gagné l'adhésion durable de la classe moyenne. La plus grande partie de ce secteur a conservé son affinité avec d'autres partis traditionnels.

Les trois péronismes du siècle passé illustrent la multiplicité des variantes

que ce mouvement a assumées. Il a été le protagoniste de grandes crises et de reconstructions surprenantes. De chaque bouleversement a émergé un nouveau projet adapté à son temps.

## LE PROGRESSISME KIRCHNERIEN

Le kirchnerisme (terme utilisé pour caractériser la politique de Nestor Kirchner et de sa femme Cristina Fernandez Kirchner, dirigeants péronistes, qui se sont succédé à la présidence argentine de 2007 à 2015. NDT) a été à la tête d'un quatrième péronisme de caractère progressiste. Il a repris avec d'autres fondements les améliorations de la première période. Le vieux paternalisme conservateur a été remplacé par de nouveaux principes post-dictatoriaux de participation citoyenne. La confrontation interne avec la droite ne fut pas dramatique (...).

Kirchner a reconstruit l'appareil étatique démolé par l'effondrement de 2001. Il a rétabli le fonctionnement de la structure qui garantissait les privilèges des classes dominantes. Mais il a accompli cette reconstitution en amplifiant l'assistance aux appauvris, en étendant les droits démocratiques et en facilitant la récupération du niveau de vie (...).

Kirchner s'est adapté à la nouvelle situation de régression industrielle et de fractures entre les travailleurs formels et les précarisés. Il a conservé le soutien populaire du péronisme mais a pris ses distances avec la classe ouvrière, en cherchant à neutraliser le rôle des syndicats.

Cristina, en raison de la confrontation avec la droite (secteurs de l'agro-soja, moyens de communication, fonds de pensions vautours) a laissé une empreinte plus combative. Cette polarisation a rompu l'équilibre que Nestor avait maintenu avec tous les groupes

de pouvoir.

Le cristinisme\* a éveillé des mouvements de jeunesse contestataires et a multiplié les inimités avec les gouverneurs, intendants et hiérarques syndicaux. Le charisme inattendu de Cristina a ressuscité les identifications populaires et les haines du libéralisme. Cristina a renforcé l'autonomie vis à vis des États-Unis inaugurée par l'enterrement de l'ALCA\*, la création de l'UNASUR\* et le rapprochement avec la Russie et la Chine. Cette distance prise à l'égard de Washington a repris le traditionnel éloignement du péronisme pré-Menem vis à vis du département d'État. Mais il y eut également une grande affinité avec Israël qui a alimenté le conflit avec l'Iran.

Le quatrième péronisme s'est positionné au centre-gauche régional (avec Lula\*, Correa\* et Tabaré\*), mais il a entretenu des liens plus étroits avec les versants plus radicaux de Chavez\* et Evo\*.

Cette flexibilité de la diplomatie du kirchnerisme était en accord avec le virage économique néo-développementaliste. Dans le cadre d'un rebond de la production intérieure et d'une valeur élevée des exportations on a réussi à accélérer la récupération du PIB. La régulation de l'État n'a pas modifié la base primaire des exportations mais a apporté de l'oxygène à l'industrie grâce au souffle de la consommation.

Le néo-développementaliste kirchnerien a inclus dans la renégociation de la dette la nationalisation du système privé de retraites et le contrôle des changes. Cela impliquait plus d'intervention de l'État que ce qui avait été fait par Lula mais n'introduisait pas les mesures de développement social que préconisait l'hétérodoxie radicale. L'audit de la dette, la nationalisation du commerce extérieur, la régulation des banques ne furent pas pris en compte. Le schéma bolivien de nationalisation du pétrole et du gaz pour réinvestir la rente énergétique a également été écarté.

Nestor et Cristina ont misé sur les

vertus de la demande et ont eu confiance dans les promesses des patrons qui leur étaient liés. Mais ils n'ont pas obtenu les investissements promis par ces capitalistes qui préférèrent faire fuir une grande partie du capital reçu par les subsides d'État. L'inflation, le déficit budgétaire et les dévaluations refirent leur apparition, joints à la consolidation des bases extractivistes et d'exportations agricoles, à la structure industrielle dépendante et au système financier déficient. Le néo-développementaliste n'a pu contrebalancer les faiblesses structurelles qui rongent l'économie argentine.(...)

### PRAGMATISME SANS FRONTIÈRES

Le premier et le second péronisme ont gouverné un pays qui conservait la dynamique florissante du passé. La troisième et quatrième version tentèrent de trouver des remèdes à opposer à la crise monumentale des dernières décennies. Cette récession économique a périodiquement inclus des faillites aigües. Dans peu de pays on a observé des oscillations du niveau de l'activité

– qui préconise un plus grand retour à l'économie primaire – a été mise en œuvre par le ménémisme et l'option néo-développementaliste – qui tente de préserver la structure industrielle – a été promue par le kirchnerisme. Aucun des deux n'a pu mettre sur la bonne voie son projet et les deux en sont restés à mi chemin. Au cours des deux tentatives on a pu vérifier que l'obsolescence économique perpétue l'instabilité politique.(...)

Menem et Kirchner ont parcouru des sentiers très opposés sur les terrains de l'économie, de la politique et des institutions. Ce contraste illustre à quel point le péronisme gère le pouvoir de façon pragmatique, en sélectionnant l'option qui s'adapte le mieux à chaque scénario.

### ENDIGEMENT DE LA CONFLICTUALITÉ

La perpétuation de la présence du péronisme correspond également au niveau soutenu des mobilisations populaires. Cette disposition à la lutte a débouché depuis la fin de la dictature sur 40 grèves générales. La syndicalisation se situe au dessus de la moyenne internationale et son influence est notoire dans les moments de grands conflits. De par ce poids de l'intervention populaire, l'Argentine occupe en Amérique Latine une position comparable à celle de la France en Europe. Cela définit une



Hugo Chávez, Néstor Kirchner et Luiz Inácio Lula da Silva, en janvier 2006. © Ricardo Stuckert / PR / wikicommons

aussi abruptes, des fuites de capitaux aussi significatives et des niveaux d'inflation si persistants.

Ce panorama de tempête est un effet des difficultés engendrées par la mondialisation. Le pays a connu une industrialisation précoce avec un fort développement du marché intérieur et d'importantes conquêtes sociales. Cette structure ne cadre pas avec le capitalisme actuel et pour cette raison la succession d'ajustements est sans fin (...)

Les deux réponses symétriques tentées pour combattre ces infortunes ont clairement été représentées par le péronisme. L'issue néolibérale

de résistance qui a un impact sur le reste de la région.

Les deux premiers péronismes ont utilisé l'appareil du parti justicialiste (et son extension dans la CGT\*) pour faire face à cette conflictualité. Mais à partir des années 80 ils ont également eu à faire face à des mouvements sociaux surgis de la paupérisation qui affecte le pays.

Comme un tiers de la population a été poussée vers la misère, tous les gouvernements ont incorporé



l'«assistencialisme» à une grande échelle. Les plans d'aide sont devenus une dépense indispensable à la reproduction du tissu social. L'appauvrissement argentin est un effet de la régression économique contemporaine et non du sous-développement historique de l'Amérique Latine. Cette dégradation a produit des formes de résistance très liées à la conflictualité précédente. Les mouvements sociaux occupent une place de premier plan dans le mouvement de protestation actuel. Ils ont fait irruption avec les blocages de rues contre le chômage et ont prospéré en alliance avec les concerts de casseroles de la classe moyenne expropriée par les banquiers.

Leur influence correspond au changement enregistré dans le tissu social. La régression manufacturière a remplacé en grande partie les revendications des usines par les exigences des rues. Les précarisés adressent des revendications à l'Etat sans détenir les ressorts de la production. Cette combativité des mouvements a permis de gagner l'«allocation universelle» (AUH\*) quand des manifestations se sont étendues au point de faire peur aux classes dominantes.

Le kirchnerisme s'est adapté au nouveau panorama mais il supposait que la reprise économique absorberait lentement le chômage et diluerait l'incidence des mouvements sociaux. Cette réduction significative du chômage n'a pas eu lieu et la pauvreté s'est maintenue à un invariable plancher de 30% de la population.

Devant ce résultat le quatrième péronisme a multiplié les plans sociaux. La bancarisation de ce droit – au moyen d'une carte attribuée à chaque bénéficiaire de l'AUH – n'a pas diminué l'influence des nouvelles organisations populaires. (...)

La relation du kirchnerisme avec les mouvements sociaux a connu toutes les variantes imaginables. Il y a eu l'affinité, la tension, l'éloignement et la rupture. Le cauchemar récemment vécu avec le macrisme (terme utilisé pour caractériser la politique de Mauricio Macri, président de droite radicale de l'Argentine de 2015 à 2019 à la tête d'une coalition anti-péroniste-NDT-) a amené à des retrouvailles. Cette succession changeante de rapprochements et de prises de distances reproduit la

relation du justicialisme classique avec le syndicalisme. Amortir et discipliner la conflictualité populaire est une nécessité persistante pour le péronisme.

#### EXTINCTION CONTRE ETERNITE

La rénovation périodique de la principale force politique du pays est également la conséquence de l'impuissance confirmée de ses adversaires. Depuis le coup d'état "gorila"\* de 1955 aucun gouvernement de la droite libérale n'a réussi à stabiliser sa gestion.(...)

La droite a eu sa meilleure opportunité avec Macri, en obtenant son premier accès à la présidence par voie électorale. Mais ce pari de l'anti péronisme s'est achevé par un foudroyant naufrage. Les PDG du PRO (le parti de Macri) ont montré une incapacité majeure à surmonter les difficultés de l'économie. Ils ne sont pas parvenus non plus à briser la résistance populaire qui a maintenu les manifestations et les blocages.(...)

La permanence dont a fait preuve le justicialisme n'implique pas de durée infinie. Il a subsisté à cause de la particulière absence de résolution d'une crise prolongée qui dégrade le pays sans le transformer. La persistance des mêmes traditions politiques sur cette scène constitue une singulière anomalie historique(...).

Les intellectuels du macrisme estimaient que la grande mutation sociale dont souffrait l'Argentine amènerait à la substitution de la colonne vertébrale du justicialisme (la classe ouvrière) par de nouveaux travailleurs informels, manquant d'identifications et de loyautés.

Ce diagnostic a été réfuté par la victoire écrasante du Frente de Todos\*. Le péronisme n'a pas seulement vaincu les macristes, il a conquis de nouveaux gouverneurs régionaux, le quorum a lui tout seul au Sénat et la majorité des députés.

L'hypothèse de la fin du péronisme à cause de l'expansion des précaires oubliait que cette transformation sociale n'avait pas de corollaire automatique dans la sphère politique. Il est certain que les mouvements sociaux récents ont surgi en dehors du péronisme, mais ils maintiennent une relation ambiguë avec celui-ci et ils ont voté majoritairement pour lui, pour se débarrasser de Macri. (...)

#### LA GAUCHE ET LE PÉRONISME

Depuis son irruption le péronisme a suscité des réactions contradictoires

dans la gauche. Il y eu des périodes de critique furieuse et des moments de subordination résignée

Les désaccords idéologiques qui séparent ces deux courants sont majeurs. Le péronisme préconise l'humanisation du capitalisme en supposant que ce système permet l'équité si on rend compatibles les intérêts des patrons avec ceux des salariés. C'est pour cela qu'il propose l'arbitrage de l'État pour harmoniser les deux parties en une "communauté organisée", garante des destins de la nation.

La gauche souligne, au contraire, que les capitalistes réalisent leur profit par l'exploitation des salariés et utilisent les ressources publiques pour garantir leurs privilèges. Elle rappelle que les capitalistes ont l'habitude d'amplifier ces bénéfices en érodant la souveraineté nationale. Ces principes opposés – qui séparent les marxistes des péronistes – ne définissent pas la politique de la gauche envers un mouvement qui conserve l'adhésion majoritaire de la population. Cette prédominance continue du péronisme a conduit à des stratégies différentes pour le transformer, le contourner ou l'éradiquer. Avec diverses options on a essayé d'annuler le péché originel qui a permis de convertir le justicialisme en parti de masse. Dans les années 40 les socialistes et les communistes convergeaient avec la droite libérale dans un acharnement commun contre Perón. (...)

Pour corriger cette monumentale erreur, beaucoup de courants proches de la gauche préconisèrent postérieurement l'entrée dans le péronisme. Ils imaginèrent diverses façons d'y susciter, grâce à cette conversion une force prosocialiste. Cette attente incluait l'acceptation totale ou partielle de l'identité péroniste. Au zénith de ce projet on a bataillé pour la "patrie socialiste" qu'imaginaient des secteurs de la JP, le Peronismo de Base et les Montoneros.

La direction du PJ ferma violemment le passage à cette orientation. Sous les directives de Perón lui-même a été déclenché un bain de sang pour éliminer toutes les composantes radicalisées ("infiltrés"). (...)

Comme le péronisme est intrinsèquement consubstantiel de l'ordre capitaliste son jeu droitier dépend des circonstances. A son origine, le

justicialisme visait la bourgeoisie nationale. Avec Menem il a favorisé les néo libéraux et avec Kirchner il a soutenu des groupes industriels et financiers locaux. (...)

On a pu vérifier qu'aucune multiplication de "contre pouvoirs" dans les territoires, syndicats ou coopératives ne remplace le contrôle de l'Etat. L'idéalisation autonomiste des mouvements sociaux l'empêche de forger un projet qui surmonte le péronisme.

La grande hostilité initiale des communistes et des socialistes envers le péronisme a laissé un vide couvert par d'autres traditions marxistes. Le trotskisme a en partie occupé cet espace, en prenant en compte le poids du justicialisme dans le prolétariat industriel. Ses différentes organisations ont évité les crises postérieures du PC (position ambiguë vis à vis de la dictature), les vas et viens du maoïsme et les défaites de la guérilla.

Cet arrière plan explique l'irruption du MAS\*, la percée de PO\* et la gestation du FIT\*. Ils ont consolidé leurs forces militantes avec des jeunes disposés à l'action. Le pragmatisme de certains courants (MST\*) a coexisté avec les entreprises médiatiques et les incursions intellectuelles d'autres courants (PTS\*). La majorité a maintenu un front qui a dépassé les vieilles fractures. Ils ont réussi à ce que le terme de "gauche" soit identifié à leurs activités (...).

Ce front diffuse de louables programmes anticapitalistes et impulse des candidats engagés dans la lutte populaire. Mais ces initiatives se heurtent à un plafond invariable, en raison d'absence de stratégies viables de transformation de la société. L'imitation du modèle bolchevique n'offre pas cela. (...)

On ne connaît pas encore quel type de justicialisme va prévaloir avec Alberto Fernandez. Par le passé il y a eu le nationalisme avec des réformes sociales, la violence droitière, les virages néolibéraux et les années progressistes. Menem et Kirchner furent les extrêmes de ce pragmatisme.

Le péronisme a contenu le syndicalisme et amorti les mouvements sociaux. Il se recycle face à des crises majeures et aux échecs de ses adversaires libéraux. Son extinction ou son éternité ne sont pas prédéterminées. Il ne converge pas avec le projet



© Partido Obrero / Wikicommons

socialiste et n'a pas pu extirper ses versants réactionnaires. Il est impossible de forger une alternative de gauche en rejetant l'exercice du pouvoir d'Etat et en ignorant les virages progressistes du péronisme. □

\*Claudio Katz, économiste argentin, est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur le capitalisme et le socialisme, notamment de « *Sous l'empire du capital* », M éditeur, 2014.

Notes du traducteur

- Justicialisme: nom censé représenter une troisième voie entre capitalisme et socialisme, en vue de réaliser une plus grande justice sociale
- Lopez Rega: Homme de main puis principal ministre du couple Péron dans les années soixante dix. Dirigeant de l'organisation terroriste para militaire «Triple A» responsable de l'assassinat de milliers de militants sous les gouvernements de Péron et d'Isabel, avant même la dictature des généraux.
- JP: Jeunesse Péroniste: mouvance de la jeunesse péroniste radicalisée à gauche, désavouée et combattue par Peron lui-même.
- Montoneros: Principale organisation de l'extrême gauche péroniste dans les années 70, utilisant la lutte armée. Forte de dizaines de milliers de membres. Désavouée par Péron, elle s'affronta à la droite péroniste, fût massacrée par la triple A, puis par la dictature.
- Cardoso: Président du Brésil de 1995 à 2003
- PRI: Parti Révolutionnaire Institutionnel. Parti qui a contrôlé le Mexique pendant des dizaines d'années, converti officiellement au libéralisme depuis le début des années 2000.
- «riojano»: Menem avait été gouverneur de la province argentine de La Rioja.
- MNR: Movimiento Nacionalista Revolucionario. Parti nationaliste qui prit la tête de la révolution de 1952 en Bolivie et gouverna le pays à plusieurs reprises, évoluant du nationalisme révolutionnaire au libéralisme.
- APRA: Alianza Popular Revolucionaria Americana. Parti nationaliste péruvien qui mena de nombreuses luttes contre les dictatures puis gouverna le pays à plusieurs reprises sur des bases de plus en plus libérales
- Cristinisme: terme utilisé pour caractériser la politique spécifique de Cristina Kirchner lorsqu'elle

exerça la présidence.

- ALCA: Area de Libre Comercio de las Americas. En français ZLEA. Vaste projet des Etats Unis pour instaurer dans toute l'Amérique une zone de libre échange, comparable à celle instaurée avec le Canada et le Mexique (ALENA). Le Projet échoua en 2005, notamment par le fait de l'opposition de l'Argentine présidée par Nestor Kirchner.

- UNASUR: organisation intergouvernementale de pays d'Amérique du Sud, créée en 2008 à l'initiative des «gouvernements progressistes» de l'époque (Vénézuéla, Brésil, Argentine, entre autres);

- Lula, Correa, Tabaré, Chavez, Evo (Morales): présidents de divers «gouvernements progressistes» en Amérique du sud dans les années 2000, respectivement au Brésil, Equateur, Uruguay, Venezuela et Bolivie.

- CGT: Confederacion General del Trabajo. Confédération historique du syndicalisme argentin. Dirigée par le péronisme depuis 1943, sa «colonne vertébrale» et instrument fondamental de son hégémonie dans la classe ouvrière. Elle est traversée de nombreux courants et a connu de nombreuses scissions. Mais elle reste aujourd'hui encore la principale force syndicale argentine.

- AUH: Asignacion Universal por Hijo. Allocation versée pour chaque enfant aux chômeurs, travailleurs au noir ou gagnant moins du salaire minimum. Votée en 2009, sous la présidence de Cristina Kirchner.

- «Gorila»: «gorille» Qualificatif donné par le péronisme et la gauche argentine au coup d'état militaire qui en 1955 renversa la première présidence de Péron.

- «Frente de Todos»: intitulé de la coalition péroniste qui a gagné les dernières élections présidentielles en Argentine en 2019 avec Alberto Fernandez à sa tête

- MAS: Movimiento Al Socialismo. Organisation trotskyste fondée à la fin de la dictature par Nahuel Moreno. Fort de plusieurs milliers de membres et d'une influence non négligeable a connu après 1987 de nombreuses scissions.

- PO: Partido Obrero. Organisation trotskyste qui a longtemps maintenu sur le plan national comme sur le plan international une existence très séparée des autres tendances trotskystes.

- PTS: Parti des Travailleurs Socialistes. Issu de l'ancien MAS.

- FIT: Frente de Izquierda de los Trabajadores. Regroupement à partir de 2013 de trois organisations trotskystes argentines: PO, le PTS et IS. Aux élections présidentielles de 2019, son candidat (issu du PTS) a obtenu 2,16% des voix.

- MST: autre groupe trotskyste issu de l'ancien MAS qui s'est rapproché du FIT.

# Politisier les violences contre les femmes, refuser la prison

PAR MIMOSA EFFE

*Alors que nous terminons la quatrième semaine de confinement en France, le constat est sans appel : les violences à l'encontre des femmes sont en hausse. Ainsi, du propre aveu de la police, les violences conjugales se sont accrues de 30%.*

**D**ifficile de s'en étonner, puisque le 3919, malgré les annonces de Marlène Schiappa, n'était plus en capacité de fonctionner avec la mise en place du confinement. Mais la violence est aussi psychologique, nombreuses sont les femmes et les mères surchargées par les tâches de reproduction sociale, et isolées sans rapport de force à faire valoir dans leur foyer. Et, on l'oublie souvent, la violence est aussi économique. D'une part, parce qu'une grande partie des femmes sont des travailleuses précaires, sans forcément de contrat de travail, elles peuvent se retrouver aujourd'hui sans travail mais surtout sans revenus ou avec des revenus largement amoindris. Elles sont alors nombreuses à être en première ligne (soignantes, caissières, femmes de ménage), soumises à des risques sanitaires importants, et à des cadences infernales.

## LA CRISE SANITAIRE COMME RÉVÉLATEUR

À partir de la situation actuelle, on peut faire au moins deux constats : oui, les crises ont un effet concret sur la construction de la violence, y compris dans les foyers. L'autre constat, c'est qu'il y a bien un continuum entre les violences : dans une période difficile, les insultes anodines se transforment en passage à l'acte, c'est-à-dire en violence physique. Si le constat est à la fois effrayant parce qu'il montre bien que les femmes subissent toutes une forme de violence due au système, ces constats permettent de comprendre aussi que d'une part les violences sont construites par une éducation genrée, mais aussi qu'elles sont intrinsèquement liées à la violence du système dont les hommes ne sont pas exempts. Nous devons donc réfléchir à des possibilités de sortie des violences qui soient conséquentes, c'est-à-dire refuser la simple surenchère policière ou judiciaire.

Le dernier élément à interroger dans la

crise sanitaire, c'est la violence que subissent les personnes LGBTI dans cette crise. Il semble que le confinement tend à privilégier la mise en contact des personnes dans le cadre familial dans ce qu'il contient de plus traditionnel, en cela les personnes LGBTI vont s'en retrouver exclues ou intégrées tout en pouvant subir une forme de violence dont les familles sont très souvent les relais. C'est donc de fait un isolement que peuvent subir les personnes LGBTI, bien que les communautés aient aussi été plus habituées à adopter des réflexes de solidarité, à construire des réseaux permettant des collectes, des distributions de nourriture et autres éléments essentiels à la vie.

Si la question des violences que subissent les femmes ainsi que les personnes ne rentrant pas dans une norme hétérosexuelle est aujourd'hui une des facettes de la crise sanitaire, la question des violences a été un vecteur de politisation féministe au cours des dix dernières années.

## UNE NOUVELLE QUESTION ?

Dès l'émergence de la seconde vague du féminisme – c'est-à-dire des années soixante-dix – la question des violences s'est posée pour le mouvement féministe comme un enjeu. Par exemple, en 1972 lors du procès de Bobigny<sup>1</sup>, c'est bien d'une grossesse due à un viol dont il est question.

Si la mobilisation n'a pas été aussi massive sur cette question que lors des manifestations pour le droit à l'avortement, de nombreuses échéances ont été construites à l'instar du meeting à la Mutualité en 1976<sup>2</sup>. Mais c'est aussi de ce mouvement qu'est née la prise en charge des violences, à la fois au sein des Maisons des Femmes ou des centres d'accueil.

Alors que jusqu'en 1980, le viol ne contient pas de réelle définition d'un point de vue judiciaire, qu'il faudra attendre 1989 pour la première campagne

médiatique contre les violences conjugales et 1992 pour que le viol conjugal soit reconnu par la loi, dans les années soixante-dix de nombreuses discussions ont lieu sur ces questions et les modifications législatives ne sont que le produit du mouvement féministe.

Si la question est loin d'être nouvelle, il faut noter deux choses : d'une part, aujourd'hui, la question des violences est le moteur des luttes féministes, du mouvement massif en Inde en 2012, en passant par Ni Una Menos (en Argentine en 2015 puis dans le reste de l'Amérique), au mouvement #MeToo en 2017, et d'autre part ce mouvement s'accompagne d'une remise en cause directe du système, même si ce système peut parfois être flou, puisqu'il s'adresse essentiellement au « patriarcat », qui renvoie à la définition d'un système de domination intemporel et encore trop souvent déconnecté du système de production dans lequel nous vivons, c'est-à-dire, le capitalisme. En cela, la théorie de la reproduction sociale permet de connecter de manière efficace la domination masculine à l'exploitation capitaliste.<sup>3</sup> Cependant, cette théorie fait encore trop souvent l'impasse sur la question des violences, alors même que ses théoriciennes sont très impliquées dans les mobilisations.

## UNE ANALYSE MARXISTE DES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

Pourtant l'apport essentiel de la théorie de la reproduction sociale, c'est de montrer que les besoins de reproduction d'un système se modifient comme l'ensemble des structures pour les spécificités dudit système. C'est d'ailleurs ce qu'avance l'anthropologue Maurice Godelier lorsqu'il affirme que ce n'est nullement la famille qui fonde la société mais au contraire la société qui fait la famille<sup>4</sup>. Pour résumer, la domination masculine, les structures familiales, mais aussi la reproduction sociale, contiennent des formes spécifiques, liées au système

d'exploitation, mais aussi à ses propres modifications, c'est pourquoi la famille d'aujourd'hui n'est pas identique à celle pré-années soixante, les structures familiales et sociales ayant été modifiées à la fois par les dynamiques économiques, mais aussi par le moteur de la lutte des classes.

La violence permet de maintenir dans toutes ses facettes la domination masculine dont la violence physique – y compris le féminicide – et le viol restent les formes les plus extrêmes et surtout de manière plus générale permettent de préserver le système capitaliste. Si la violence s'accompagne d'une idéologie qui la justifie, on peut dire que les périodes de crise tendent à la fois vers l'augmentation de ces violences comme dit plus haut et vers une fissuration de l'acceptation habituelle des violences les plus communes.

### METTRE EN PRISON OU COUPER LES COUILLES ?

Quand on milite contre les violences que subissent les femmes, on peut rapidement se rendre compte qu'il existe essentiellement deux stratégies sur ces questions qui en termes de finalité comportent les mêmes problèmes quand on se place dans une perspective d'un changement de système.

Le premier constat est à raison que les violences contre les femmes souffrent d'une grande impunité au regard du reste du système pénal. On l'a d'ailleurs dit, l'inscription dans la législation est relativement tardive. Ce constat entraîne donc de demander en général la fin de l'impunité, c'est ce qui est fait de manière concrète à partir de 2007, dans la loi cadre que proposera le CNDF contre les violences faites aux femmes<sup>5</sup>. Si la loi ne propose pas que la prison ou se garde de penser uniquement des mesures répressives, elle propose une échelle des punitions en terme bien souvent d'années de prison comme pour définir le harcèlement : « *Constitue un harcèlement sexuel tout propos, acte ou comportement non désiré, verbal ou non-verbal, à connotation sexuelle ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte aux droits et à la dignité d'une personne ou de créer un environnement intimidant, hostile, humiliant ou offensant. Le harcèlement est puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.* » Évidemment, la revendication de punir ces violences sexistes et sexuelles n'est pas l'apanage du CNDF, c'est ce que propose largement le mouvement féministe y compris les

courants issus du mouvement ouvrier, dont la critique du système carcéral ne date pas d'hier. Comme si du fait de leur impunité, les violeurs avaient plus leur place en prison que d'autres, instituant le viol comme le pire crime qu'il est possible de commettre.

Le premier élément à opposer à cette vision carcérale est d'abord l'inefficacité de la prison. La prison, toutes les études sociologiques l'ont montré, ne permet pas de « changer ». Les violences induites à la fois par la privation de liberté, par le retrait de la société, la socialisation entre détenus ou encore les conditions de vie dramatiques dans laquelle ils se trouvent, ne font que renforcer les comportements violents des enfermés, mais surtout ne donnent aucune autre perspective d'avenir que ce soit en termes de travail ou de conditions de vie dans le cadre d'un retour dans la société. Le deuxième élément, concernant un argument souvent utilisé, est celui de la protection des victimes. Cet argument est un faux argument comme le prouve l'augmentation massive du nombre de violences conjugales en temps de crise, la potentialité pour un homme de devenir un homme violent est totale justement parce qu'il est pris dans un système global. Enfermer un violeur ne protège ni cette femme de se faire violer par d'autres, encore moins d'autres d'être victimes.

Enfin, le dernier élément qui devrait être déterminant pour les anticapitalistes et les féministes lutte de classe est d'avoir une analyse de classe de la prison. Ici les chiffres ne trompent pas : les personnes immigrées et les sans-abris ont huit fois plus de chances de se retrouver en prison et plus de la moitié des détenus n'avaient pas d'emploi avant d'être incarcérés.<sup>6</sup>

La deuxième stratégie consiste en ce qui s'est nommé à tort auto-défense féministe et qui est en vogue dans les milieux radicaux (au moins en théorie). Cette stratégie se fonde sur le constat à la fois d'une impunité globale, mais aussi de l'impossibilité d'obtenir de la Justice quoi que ce soit. Cette stratégie, qui pourrait être vue avec bienveillance par les milieux anticapitalistes, comme une bonne alternative à la justice sexiste (et de classe) est en fait bien pire. Elle fonde la victime comme juge unique de la violence vécue, tout en étant fondée sur le même système de pensée que la justice bourgeoise, c'est-à-dire rétributive : tu as commis un acte ignoble, alors tu dois être puni.

En fait, alors même que le mouvement

féministe pose les violences comme un phénomène social, les revendications se bornent essentiellement à une répression sur les individus coupables. Demander des mesures plus répressives, des mesures de prison, ou la fin de la prescription revient à refuser un traitement collectif qui s'inscrit dans un changement de société.

### POUR UN FÉMINISME RÉSOLUMENT ANTI-CARCÉRAL

Bien sûr trouver les revendications adéquates n'est pas évident. Il y a toute une série de réflexions à mettre en place, à repenser dans une perspective à la fois féministe, antiraciste et contre la prison. En France, l'existence de perspectives antirépressives sur la question des violences que subissent les femmes est extrêmement marginale, même si elle existe.<sup>7</sup>

Et pourtant, dans une société de plus en plus répressive, autoritaire et criminalisante des mouvements sociaux et des habitantEs des quartiers populaires, cette réflexion est plus que jamais nécessaire. C'est non seulement une critique de la justice de classe, raciste et sexiste qu'il faut mettre en avant mais en sortant d'une vision rétributive à laquelle le crime s'associerait à une punition.

Les violences ne sont certainement pas une fatalité, il est possible de mettre en place d'autres rapports sociaux : ceux-ci se modifient en partie par le gain d'une autonomie des femmes, par le fait de maîtriser sa propre sexualité, de pouvoir s'approprier son corps, par la mise en place d'éducation non-sexiste, par la dynamique de la lutte des classes et des luttes des opprimés.

Mais, elles sont une fatalité d'une manière ou d'une autre dans le système capitaliste, parce qu'elles permettent de le maintenir. Pour penser d'autres rapports, nous devons construire une autre société.

1. Le procès de Bobigny en 1972 est un procès pour avortement, où ont été jugées cinq femmes dont une mineure pour avoir avorté et les quatre autres pour complicité.

2. <https://npa2009.org/idees/feminisme/des-1970-le-viol-au-coeur-des-luttes-feministes>

3. <https://npa2009.org/idees/feminisme/nouvelle-vague-feministe-theorie-de-la-reproduction-sociale-et-consequences>

4. [https://www.liberation.fr/debats/2018/09/26/maurice-godelier-jamais-et-nulle-part-la-famille-na-ete-le-fondement-de-la-societe\\_1681416](https://www.liberation.fr/debats/2018/09/26/maurice-godelier-jamais-et-nulle-part-la-famille-na-ete-le-fondement-de-la-societe_1681416)

5. [http://collectifdroitsdesfemmes.org/IMG/pdf/2013\\_proposition\\_de\\_loi\\_cadre\\_contre\\_les\\_violences\\_faites\\_aux\\_femmes\\_definitif.pdf](http://collectifdroitsdesfemmes.org/IMG/pdf/2013_proposition_de_loi_cadre_contre_les_violences_faites_aux_femmes_definitif.pdf)

6. <https://oip.org/en-bref/qui-sont-les-personnes-incarcerees/>

7. [https://www.contretemps.eu/abolitionnisme-penal-lutte-feministe-ricordeau/#\\_edn18](https://www.contretemps.eu/abolitionnisme-penal-lutte-feministe-ricordeau/#_edn18)

# « Bordeaux En Luttés » : 11,7% pour un programme de rupture anticapitaliste

PAR PHILIPPE POUTOU ET BÉA WALYLO

*Cela va faire un mois que le premier tour des municipales est passé et pourtant cela semble une éternité. En effet, dès le lendemain du vote et des résultats, c'était l'annonce du début du confinement et du report du second tour.*

**D**epuis, que nous soyons strictement confinés ou relativement pour celles et ceux qui continuent de travailler, les préoccupations sont largement dominées par la progression de l'épidémie, suivant les compteurs flipants des personnes qui décèdent ou qui rentrent en réanimation. L'élection et sa campagne sont donc bien loin, et les bilans n'ont pas été faits. Une fois faite cette introduction, on peut essayer de faire au moins une première tentative d'analyse. Ce dimanche 15 mars, l'ambiance était déjà lourde. Le maintien du vote était très contesté à cause des risques qu'il faisait prendre à la population. L'abstention va d'ailleurs battre des records, limitant la validité de cette élection. Les premières règles de distanciations sociales s'étant mises en place depuis trois jours, nous avons logiquement annulé la soirée électorale. Nous n'avons donc pas pu « fêter » notre résultat de 11,77% qui nous permettait de nous qualifier pour le second tour et donc de rester en course pour obtenir des conseillers municipaux, ce qui est depuis le début notre objectif. Non par électoralisme et pour avoir des postes mais bien pour continuer la bataille politique durant les six prochaines années, histoire de ne pas être les contestataires seulement pendant le mois de campagne.

## NAISSANCE D'UNE LISTE, D'UNE ÉQUIPE, D'UNE DYNAMIQUE

Avant de mener la campagne, nous avons dû traverser une période difficile, qui va laisser des traces. Plusieurs semaines marquées par des désaccords stratégiques importants au sein du NPA comme plus globalement dans un milieu militant politisé. Car au lieu de partir comme s'était quasiment écrit, c'est à dire chaque courant de son côté – c'est tellement plus simple – une discussion allait démarrer sur une possible autre option, celle d'une liste unitaire qui

regrouperait des organisations habituellement séparées, à savoir le NPA et FI. C'est le collectif Bordeaux Debout, regroupant des militantEs de la FI, des syndicalistes, des Gilets jaunes, des associatifs/ves qui va prendre l'initiative de proposer au NPA d'envisager une liste commune. Des deux côtés, cela va provoquer une crise et des ruptures. Malgré les tensions, la discussion va aller jusqu'au bout. De part et d'autres des militantEs vont batailler pour aboutir à un accord politique, à une unité qui apparaissait comme salutaire, prometteuse d'une campagne qui ferait du bruit, efficace car regroupant des milieux militants divers. Pour la première fois à Bordeaux, la droite – au pouvoir depuis 1944 – était menacée et la « gauche » avait une chance historique de gagner. L'enjeu de cette élection était cette alternative. Il nous fallait donc une liste capable de faire entendre autre chose que la bascule droite-gauche, de défendre une perspective plus lutte de classe, celle d'un Bordeaux populaire contre un Bordeaux bourgeois, celle d'une véritable alternative sociale. Et pour la première fois aussi, une liste exprimant la colère sociale, représentative de notre camp, proposant un programme de rupture anticapitaliste, va réussir à exister, à se faire entendre, à apparaître comme crédible.

## MÊME MINORITAIRE, SANS POSSIBILITÉ DE GAGNER, NOUS ALLONS MARQUER LA CAMPAGNE

Parce qu'elle est unitaire, notre liste arrive à regrouper, à donner envie de militer, de mener la bataille. On le sentira de suite autour de nous, partout, notre liste et nos idées vont susciter de l'enthousiasme, de l'espoir et au minimum de la curiosité. On l'a vite vérifié dans les sondages nous créditant de 9%, 12% et 11%. Des prévisions qui valent ce qu'elles valent mais qui rendaient envisageables d'avoir des éluEs. Et donc qui donnaient une raison de voter

pour nous. Voter pour nous devenait un vote utile, utile pour obtenir des conseillers prolos, précaires, des salariéEs du rang, des manifestantEs, des contestataires, des anticapitalistes au sein du parlement bordelais, au palais Rohan, à Bordeaux, ville bourgeoise, quel symbole, quel exploit ! Pas question de faire les malins, de faire comme si nous avions tout chamboulé. Bien sûr que non. Notre campagne ne change pas la donne, le pouvoir restera entre les mains de la bourgeoisie bordelaise. La droite juppéiste et la gauche socialo-écologico-libérale sont arrivées en tête largement (34% chacun). Même le macronien, mal en point sauve sa troisième place devant nous (12,6%). Mais nous arrivons quatrièmes avec 11,77%. L'objectif est atteint.

Le fait de ne pas avoir pu aller jusqu'au bout ne permet pas de faire un vrai bilan. Mais nous avons de quoi faire pour la suite. L'équipe militante est déterminée à reprendre la bataille, à nous faire entendre encore plus fort la prochaine fois. Nous allons garder le cap, celui de notre révolte, de la démocratie directe, du partage des richesses, d'un plan d'urgence sociale. Et de fait, nous garderons aussi le cap contre la fausse alternative droite-gauche, contre les pressions et le chantage tentant de nous rendre responsables d'une nouvelle victoire de la droite. Nous avons réussi, à notre avis, à faire respecter l'existence d'une liste représentant notre camp social, pas seulement vue comme diviseuse de la gauche, comme inutile ou nuisible mais comme une liste qui a sa totale légitimité. C'est cela que nous retiendrons, comme un air de petite victoire, comme un parfum de fierté largement partagé dans la population. Pour de nombreuses personnes, qu'elles aient voté pour nous ou pas, nous avons marqué les esprits, nous avons fait du bruit, secoué le paysage politique, nous avons certainement réussi à faire exister autre chose, à une échelle modeste mais quand même. □

# Martinique : 11 ans après 2009, de nouveaux défis

PAR PATRICE MHIDI

*La Martinique est un concentré des problèmes du monde sur un petit territoire colonisé dont l'histoire s'est ingénié à multiplier les spécificités.*

Que le changement climatique et la perte de biodiversité nous concernent au premier chef est une évidence palpable. Un scientifique australien pronostique que dans les toutes prochaines décennies les cyclones qui frapperont la Caraïbe atteindront facilement les 400 kms/h ! Un autre, étatsunien celui-là, prévoit que 15% du territoire (les côtes très peuplées) disparaîtra avant la fin du siècle avec la montée des eaux. Et pas besoin d'être un spécialiste pour constater les disparitions d'espèces (papillons, insectes, plantes) et de bien des éléments d'une biodiversité reconnue exceptionnelle.

La deuxième grande préoccupation mondiale c'est l'explosion des inégalités sociales. Chez nous celles-ci sont évidemment inhérentes à notre histoire de déracinement et d'esclavage. Luttés pour la liberté, lutte de classes, lutte pour la vie ont toujours été une seule et même chose. Ces inégalités ont certes changé de formes depuis 1848 (abolition de l'esclavage) mais elles sont toujours d'une extrême vivacité, revigorées par le capitalisme globalisé. Près d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté tandis que quelques familles héritières des temps esclavagistes figurent parmi les grandes fortunes de France.

De tout temps ouvert, de gré ou de force, sur le monde (« poreux à tous les souffles du monde » disait Aimé Césaire), le pays disperse ses enfants aux quatre coins du globe et est inondé de marchandises, de courants culturels, de personnes venues de partout, les unes assoiffées de fortunes rapides à l'ombre de leurs réseaux, les autres crève-la-faim venues de plus près. Quand on ajoute au tableau la domination culturelle féroce du colonialisme français remodelée depuis quelques temps en un encouragement condescendant à la « couleur locale » et au folklore inoffensif, on comprend les complexités biaisées du problème identitaire. Une panique existentielle se

dessine : quand 3000 jeunes s'expatrient chaque année faute d'emplois et de perspectives tandis qu'en même temps une recolonisation de peuplement s'opère (« métros », « venus du froid » dit-on ici), on comprend la légitime inquiétude qui point. Échanges égalitaires entre peuples ? Non. Recolonisation de peuplement, c'est de cela qu'il s'agit.

## QUESTION NATIONALE, QUESTION SOCIALE, NATIONALISME, INTERNATIONALISME...

Depuis quelques bonnes décennies le mouvement ouvrier, les progressistes, les démocrates sont confrontés à la complexité de l'imbrication de la dynamique anticoloniale (nationale) et de la dynamique sociale. Depuis la révolution antiesclavagiste de 1848, la stratégie populaire très majoritaire a consisté à réclamer l'égalité des droits avec la population française. La transformation juridique des colonies en « départements français » est apparue comme l'instrument le plus facile pour y parvenir. Mais, pour citer à nouveau le poète, « on a beau peindre blanc le pied de l'arbre la force de l'écorce en dessous crie ». Le subterfuge a été éventé et la revendication nationale est née du sein même du mouvement ouvrier précédemment assimilationniste (le PC et sa première grosse scission, le Parti populaire martiniquais – PPM – de Césaire).

La question sociale est toujours restée une dynamique forte, expliquant le poids historique de la gauche. Cette gauche n'a été pendant un temps mise en minorité par la droite que lorsque celle-ci a réussi à exploiter les inquiétudes populaires face à « l'aventure » autonomiste ou indépendantiste. Le même dilemme s'est retrouvé concernant les rapports complexes entre internationalisme et anticolonialisme. La première expression de ce dilemme a concerné les rapports entre le mouvement ouvrier des colonies et celui de la métropole.

Au début ce rapport paraissait évident. Communistes et socialistes n'étaient que des « lambeaux » de leurs homologues français « palpitant sous d'autres cieux ». La naissance du mouvement national martiniquais a poussé à des réajustements qui, paradoxalement, ont posé moins de problèmes au début qu'aujourd'hui. Il est vrai que le soutien par le PCF d'alors de la revendication autonomiste des PC martiniquais, guadeloupéen, réunionnais ne trouve pas de pendant aujourd'hui dans la politique de Mélenchon plus soucieux de la grandeur et du prestige de la « France républicaine » que du droit des dernières colonies françaises à l'autodétermination. Toute une partie du mouvement national martiniquais s'est accommodé de ce recul de la gauche française dans la solidarité avec le mouvement ouvrier des colonies. Marquée dans ses origines par le maoïsme (y compris dans sa version albanaise), cette partie du mouvement national a, si l'on peut dire, fait contre mauvaise fortune bon cœur. L'effondrement du maoïsme en France a facilité son passage d'une dénonciation vigoureuse du PCF à une indifférence de fait aux combats du mouvement ouvrier français et à un refus de chercher avec lui la moindre coordination. Pire, la participation, par exemple, à une grève contre la « loi travail », contre la destruction du Code du travail, les ordonnances Macron, la retraite... est suspecte et considérée comme suiviste puisqu'elle est initiée en France ! Cette esquive est facilitée par l'indifférence du mouvement ouvrier français. Les grandes grèves générales de 2009 (38 jours en Martinique, 44 jours en Guadeloupe) qui auraient pu et dû servir de levier pour une puissante mobilisation anticapitaliste en France ont certes suscité un intérêt manifeste



dans le monde du travail de ce pays mais n'ont pas été soutenues par les directions des plus grandes centrales ouvrières de l'hexagone. Bernard Thibault de la CGT a déclaré en plein mouvement social LKP de 2009 «la Guadeloupe est un problème, pas un exemple».

Aujourd'hui l'esprit boutiqueur l'emporte sur la solidarité internationaliste dès lors que ces deux principes entrent en contradiction. Ainsi Force Ouvrière, qui a participé au mouvement de défense des retraites comme les syndicats de Martinique et Guadeloupe s'oppose à la «reconnaissance pleine et entière du fait syndical martiniquais» ! La CGT de France qui se contentait d'accords de coopération avec la CGTM et la CGTG suite à la transformation des Unions Départementales CGT de Martinique et Guadeloupe et en confédérations autonomes (congrès de 1963 en Martine) a réclamé récemment de ces confédérations qu'elles adhèrent à nouveau à la CGT de France pour bénéficier des mêmes droits, ce qui est évidemment plus facile que de mener un combat exigeant contre le centralisme colonial français.

Dans le concret aujourd'hui on voit bien comment le chevauchement de ces deux dynamiques (nationale et sociale) impose une réflexion sur la définition d'une stratégie globale pour l'émancipation des masses.

### MACRON RANIME LA LUTTE DES CLASSES

En même temps qu'une série de luttes éclatées sur le front social, la mobilisation en défense de la retraite et de l'École a dépassé de loin celles qui s'étaient exprimées contre la «loi travail», les ordonnances Macron, etc. Pour le code du travail, quelques centaines étaient

sporadiquement descenduEs dans la rue. Contre la «réforme» des retraites nous n'avons jamais été moins que le millier et avec les 3000 manifestantEs du 5 décembre 2019 ou du 31 janvier 2020 nous avons connu les plus grosses manifs depuis le mouvement de février 2009. La profondeur de ce mouvement se mesure, au-delà des chiffres, à sa durée (les établissements scolaires sont bloqués en grand nombre aujourd'hui), à sa capacité de résistance aux pressions malveillantes de l'État ou amicales de certains parents d'élèves, à son extension à tout le territoire, de jour... comme de nuit avec les retraites aux flambeaux, à son habileté à combiner, dans le monde de l'éducation, opposition à la retraite par points, refus du bac Blanquer, exigence de l'annulation des suppressions de postes. Les militantEs du GRS [Groupe révolution socialiste, section martiniquaise de la IVe Internationale] ont proposé au sein du mouvement de généraliser la méthode et à faire que les revendications pour l'hôpital public, contre le chlordécone, contre la précarité, le chômage, les bas salaires, la souffrance au travail, le refus patronal des négociations de branches permettent d'entraîner vraiment le privé dans une vraie grève générale reconductible. Cela ne s'est pas produit.

Pourtant d'autres luttes rendaient cette stratégie possible sinon facile. Plusieurs semaines de grève ont paralysé la Poste contre la souffrance au travail, le manque d'effectifs, le management arrogant. Et on ne compte pas les conflits ouverts ou larvés qui fleurissent dans des structures où le patronat bénéficie à fond de la réduction macronienne des droits syndicaux. Dans une multinationale (Restalliance) la direction supprime les élections locales des IRP pour les remplacer par un CSE «national»

c'est-à-dire français. Dans une autre (SFR), les salariéEs se battent contre cette menace provocatrice. L'arrogance patronale se calque sur celle de la bande à Macron mais aussi, hélas, sur celle de la Collectivité Territoriale de Martinique (institution qui remplace les ex conseils régional et général) que dirige un curieux attelage formé d'un dirigeant indépendantiste et de ses partenaires mineurs, indépendantistes et autonomistes, alliés à la droite la plus accrochée à la dépendance coloniale. Loin d'être un appui à la résistance du monde du travail, cette institution se trouve souvent face au mouvement syndical, n'hésitant pas à faire appel aux «forces de l'ordre» et au tribunaux coloniaux contre les syndicats. Deux dirigeants syndicaux (dont notre camarade Philippe Pierre-Charles) ont eu droit il y a peu à des convocations policières dans ce cadre-là.

Il reste que la bonne nouvelle portée par la mobilisation contre la retraite Macron c'est la radicalité joyeuse d'une nouvelle génération militante dans un monde enseignant qui en avait bien besoin après de longues années d'obsession de compétition électorale entre syndicats. La mauvaise c'est que toute la fraction «patriotique» du mouvement ouvrier est restée l'arme aux pieds pendant ces deux mois de mobilisation considérée comme trop «française», imitant ainsi l'UGTG (Centrale de Elie Domota) sans avoir les moyens de l'imiter dans l'organisation de mobilisations unitaires autonomes puissantes, déconnectées du calendrier du mouvement ouvrier de France et des colonies.

### UNE NOUVELLE RADICALITE DECOLONIALE ?

L'autre radicalité qui s'exprime de façon nouvelle en Martinique traduit la prise en compte de l'oppression coloniale. Sa légitimité découle de la persistance féroce de cette oppression en dépit de l'enfumage du pouvoir et des ruses sémantiques d'un certain journalisme qui s'obstine à parler de «situation postcoloniale» comme si le colonialisme s'était miraculeusement éclipsé sans qu'on s'en aperçoive.

La domination économique des héritiers des colons (les Békés) est toujours là. Les cadres de l'administration, de la justice, de la police sont toujours venus d'ailleurs et le pouvoir de ces instances est sans partage. La Martinique est toujours privée des moyens institutionnels de freiner la recolonisation de



Manifestation pour les retraites, 5 février 2020 © Facebook CGTM: Confédération Générale du Travail de la Martinique

peuplement, de prendre des décisions allant à l'encontre des lois françaises et donc des directives européennes pour penser et diriger son propre développement. Les tolérances culturelles ne suppriment pas le monopole étatique des contenus de l'enseignement. Les colonies outrageusement baptisées «ultramarines», «ultrapériphériques» n'ont aucun pouvoir de décider du régime de propriété des moyens de production, de la fiscalité sur le revenu, du statut des personnes, etc. Face à cela, on assiste aux phénomènes suivants :

1. Les majorités électorales autonomiste et indépendantiste se sont adaptées à cette situation, s'efforçant de prouver leur utilité sans bousculer le cadre, sans appeler les masses à le faire, réduisant leur anticolonialisme à des commémorations rituelles et de plus en plus vides de sens de nos dates héroïques.

2. Un autre secteur de la contestation radicale du système ne conçoit et ne pratique la lutte des classes que comme un prolongement plus ou moins coloré de touche locale de la lutte des classes en France.

3. Les forces radicales qui se retrouvent en dehors de ces deux tendances, ce qui est le cas du GRS, ont un impact en dessous de leurs capacités pourtant bien réelles à cause des divisions qui les traversent et à leur incapacité d'en débattre au fond, se contentant pour certaines de bricolages unitaires plus tacticiens que tactiques et d'accompagnements improvisés aux luttes résultant de la force des contradictions de la société coloniale. Bien sûr le poids des héritages staliniens ne facilite pas l'appétit pour le débat constructif et loyal. Les problèmes de fond sont de fait évacués : comment construire la force sociale et politique capable de concevoir avec les masses et en leur sein un projet émancipateur cohérent ? Comment combiner lutte sociale et décolonialisme ? Quel projet institutionnel capable d'entraîner les masses en partant de leur niveau de conscience actuel ? Quelles liaisons avec les progressistes des autres colonies et de France pour affronter l'État colonial ? Au-delà quel internationalisme capable de répondre aux problèmes urgents de notre temps ? Aucune de ces questions n'est immédiatement posée aux forces nouvelles qui entrent en lutte mais aucune ne pourra être éludée à termes si on veut être efficace.

La bonne nouvelle c'est que ces forces nouvelles commencent à voir le jour !



© Centrale Démocratique Martiniquaise Des Travailleurs

Depuis près de deux ans, une structure unitaire large a vu le jour pour lutter contre les méfaits et les conséquences de l'empoisonnement de nos pays au chlordécone. Lyannaj Pou Dépolyé Martinik regroupant des syndicats, des organisations écologistes, féministes, des associations diverses, des médecins, des citoyen-ne-s, au moins un parti (le GRS), a fortement contribué à remettre ce sujet au centre de la vie politique. D'autres forces, des artistes, des mouvements sui generis, des militantEs panafricanistes, des avocats, des écologistes ont aussi entamé des actions, en particulier judiciaires, contre empoisonneurs et complices.

À la faveur de ces mobilisations le thème des Békés qui avait ressurgi en 2009 est à nouveau revenu sur le tapis. Un symbole de la période esclavagiste, le fameux drapeaux au quatre serpents qui figurait ici et là comme emblème de la Martinique, a été pourchassé par des équipes militantes encouragées par la reconnaissance par Macron de leur présence anormale dans les institutions de l'État. Une mobilisation massive lancée par des artistes contre la privatisation de portions de plage rendue plus évidente et plus insupportable par le phénomène de la montée du niveau de la mer a obligé par sa puissance et sa popularité le préfet à faire procéder à des aménagements pour un passage littoral de la population. Dans la foulée un mouvement de boycott des grandes surfaces tenues par le béké le plus emblématique du pays, un certain Bernard Hayot figurant parmi les grandes fortunes de France a vu le jour avec des manifestations hebdomadaires de blocage. Les frictions qui en ont résulté, dans lesquelles les forces «de l'ordre» ont une responsabilité évidente, ont débouché sur l'arrestation après coups de

7 militants dont le procès devait avoir lieu le 13 janvier dernier. Un comité unitaire s'est créé pour leur défense mais son défilé pour se rendre au procès s'est heurté à un barrage policier, à une salle d'audience préalablement remplie aux deux tiers et à une provocation policière à l'entrée de la cour du tribunal. Plusieurs heures d'affrontement ont mis face à face gaz lacrymogènes et grenades d'un côté et pierres ou bouteilles de l'autre. Des blessés et des gardes à vue jusqu'au lendemain s'en sont suivis mais le procès a été renvoyé au 3 juin 2020. La tâche de solidarité qui s'impose va de pair avec la nécessité de poursuivre les revendications définies par le mouvement social et défendues par Lyannaj. Cette structure met en chantier un mouvement prometteur pour l'attribution de terres en friches à des jeunes agricultrices et agriculteurs sans terres pour des cultures sans chlordécone ni pesticide.

Le simple énoncé de tous ces problèmes suffit à montrer qu'ils sont liés, que question nationale et question sociale, dans notre cas, ne sont que l'expression d'une même lutte de classes avec des accents et des tonalités complémentaires appelant à l'action un même acteur : le mouvement ouvrier et populaire. Allier les radicalités, combiner les luttes, forger les solidarités, agir pour l'unité c'est ainsi que nous concevons notre tâche. Quant aux débats que toute lutte conséquente tend à ranimer nous voulons les mener dans les formes qu'ils prennent aujourd'hui sans ignorer ce que l'Histoire a déjà prouvé. Les mener sans prendre la pose des donneurs/ses de leçons mais sans la démagogie qui ne connaît que le sens du poil, tel est l'autre aspect du même combat pour l'émancipation □

# Coronavirus, révélateur d'un monde qui tourne à l'envers

PAR ANTOINE LARRACHE

*Les rues désertes, les réunions interdites, la police qui contrôle les passants, le ton martial de Macron et Castaner lundi 16 mars nous avaient donné un avant-goût de l'ambiance qui s'est installée depuis. Des mesures drastiques sont nécessaires à la lutte contre le coronavirus. Mais, si avons déjà abordé l'autoritarisme et la militarisme des actions gouvernementales<sup>1</sup>, il faut également insister sur le fait que tous ces choix répondent également à des critères de classe.*

L'ampleur de la crise requiert une réorganisation de la production. Mais, celle à laquelle nous assistons se fait selon les critères des classes dominantes. D'un côté, certains métiers sont poussés à s'organiser en télétravail, tous les métiers d'encadrement, de conception, ceux qui peuvent être gérés à distance ou par informatique (*La Voix du Nord* estime que 4 emplois sur 10 dans le privé pourraient être réalisés en télétravail). De l'autre, on contraint des millions de salariés à aller travailler, malgré les risques dus à l'utilisation des transports collectifs et à la promiscuité dans le travail. Une camarade racontait que dans son entreprise de la métallurgie, le travail est réorganisé en 2x8, pour ne pas réduire la production... tandis que toute la DRH est en télétravail. À la Mairie de Paris, de même, les directions sont passées assez rapidement en télétravail, mais on a convoqué tous les personnels techniques lundi 16 mars, avant d'en renvoyer une bonne partie chez eux, notamment ceux qui étaient supposés travailler dans des écoles qui se sont révélées vides. De fait, ce sont les couches moyennes et supérieures du salariat qui ont été les premières protégées du virus.

C'est aussi le cas pour ce qui concerne le confinement à domicile. Elles bénéficient de logements de meilleure qualité, de grands appartements, voire de maisons. Tandis que, dans les classes les plus populaires, on doit aller travailler quand on est salarié, on risque de perdre son emploi quand on est dans l'informel, l'intérim ou les vacances, et on se retrouve confiné dans de petits appartements, parfois insalubres. Contraints encore de faire la queue dans les magasins ou la Poste pour retirer de l'argent en espèces si on n'a pas de carte de paiement. Sans parler des contrôles au faciès dans les rues.

## PRODUIRE À TOUT PRIX ?

Dans de nombreuses entreprises, des batailles sont en cours pour permettre aux salariéEs d'échapper au travail. À la Poste, pour obtenir des droits de retrait. Dans l'électronique, et dans bien d'autres boîtes. Avec un constat partagé qui est que le patron se moque de la santé de ses employéEs et de leurs familles, que tout ce qui l'intéresse est le maintien de la production. On explique même aux salariéEs que l'on ne peut pas arrêter la production dans des boîtes où, en cas de crise, on n'hésite habituellement pas à recourir au chômage partiel... et on sait que la direction y recourra quand la crise économique se fera plus aiguë. Dans l'automobile par exemple, la fermeture des entreprises ne se fait pas en raison d'un désir du patronat de combattre le virus, mais en raison de la crise, de la pénurie du côté des fournisseurs et du manque de débouchés.<sup>2</sup>

Le patronat tente de maintenir le plus longtemps possible la production, ne veut pas laisser le terrain à ses concurrents. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a fustigé le «manque de civisme» des entreprises du bâtiment qui pensent à suspendre leur activité. La loi sur l'état d'urgence sanitaire prévoit que l'employeur pourra obliger les salariéEs à poser une semaine de congé pendant la durée du confinement, que certaines entreprises pourront «*déroger aux règles du code du travail et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical*»<sup>3</sup>. On parle également de réduire les vacances d'été dans l'éducation, même si aucune mesure n'a encore été prise.

Nous sommes donc entrés dans une phase où le pouvoir se permet de remettre en cause tout une série de droit des travailleurs/ses pour faire face à la crise. On est déjà entré dans ce qu'on pouvait craindre pour «le

jour d'après»: ils nous font payer la crise. Le retour sur le devant de la scène du slogan de la LCR et du NPA «nos vies valent plus que leurs profits» correspond à cette situation: on veut nous faire travailler à tout prix, même si c'est risqué, pour maintenir le plus possible la marche de l'économie.

## PRODUIS ET TAIS-TOI

Mais cela va plus loin. La rhétorique militaire de Macron alerte sur une caractéristique supplémentaire de la période. On doit travailler, mais il est interdit d'enterrer sa grand-mère, de visiter des amis, de participer à des réunions, d'aller même prendre l'air et le soleil trop loin de son domicile. On doit fournir une autorisation écrite — qu'on doit imprimer ou copier à la main, ce qui requiert d'avoir une imprimante et/ou de savoir écrire le français — pour faire ses courses, et montrer patte blanche à la police, en attendant l'armée. Bref, on suspend toute une série de libertés fondamentales sans discussions, sans nuances, sans réfléchir aux alternatives pour nous protéger mutuellement. Et cela est imposé, d'en haut, par les mêmes qui répriment les manifs, éborgnent, musellent la presse et effacent l'État de droit. Ils et elles profitent du degré d'acceptation élevé d'une population mise en état de peur par l'absence d'information fiable, transparente et légitime... Et développent au passage délation, culpabilisation et divisions au sein de notre camp. On supprime presque toute vie sociale, culturelle, politique, organisant la vie autour du seul travail, les libertés individuelles et collectives sont restreintes à la plus simple expression. Comme dans les États totalitaires... Macron apporte un pierre supplémentaire dans l'édifice d'un État autoritaire, profitant de nos difficultés à engager nous-mêmes, et indépendamment du pouvoir, les réseaux de solidarité et d'information indispensable à l'auto-organisation de notre défense sanitaire.

## DES POLITIQUES ALTERNATIVES

Il est difficile de savoir exactement quelles mesures il aurait fallu prendre. Mais nous avons tout de même quelques pistes alternatives à celles prises par les gouvernants. Il fallait éviter d'être confrontés à une pénurie de masques, et pourtant à quelques jours de l'explosion du nombre de malades, *Le Monde* rapporte que «*Dans les zones touchées, seuls 18 masques par semaine seront fournis aux médecins généralistes, aux pharmaciens, aux biologistes médicaux, et 6 par semaine aux sages-femmes et aux kinésithérapeutes... Sur le reste du territoire national, seuls les médecins seront approvisionnés.* ». Comment est-ce possible que dans un monde comme le nôtre, il existe une pénurie de masques?<sup>4</sup> Le gouvernement a minimisé le danger pendant deux mois, n'a communiqué aucun chiffre à ce sujet, alors que le chiffre du potentiel de 300 à 500 000 morts en France si on ne faisait rien est admis. Ainsi, en cachant la vérité pour protéger l'économie d'un krach boursier, pour maintenir les municipales et pour éviter une discussion politique publique sur les moyens de faire face à l'épidémie, le gouvernement a retardé les mesures nécessaires.

Il y a une relation étroite entre le fait de maintenir à tout prix la production, et donc les contacts humains au travail et dans les transports, et la réduction au strict minimum des libertés individuelles. En effet, il est inévitable – voire nécessaire pour qu'il y ait une production d'anticorps par l'espèce – qu'une part importante des populations soit contaminée, et le but du gouvernement est d'étaler le pic de contamination pour que les hôpitaux puissent faire face sans catastrophe complète. Les gouvernements font le choix conscient que ces contaminations se fassent prioritairement en maintenant l'activité économique plutôt que dans les relations sociales et de solidarité.

C'est d'autant plus révoltant que le travail est un endroit où il est particulièrement difficile de respecter les gestes barrières... et que certaines productions sont particulièrement dangereuses et inutiles en temps de crise. En effet, quel est l'intérêt de produire des voitures, des armes, des bâtiments, des microprocesseurs? Tout cela peut bien attendre. De plus, qui mieux que les salariéEs aurait pu estimer si telle ou telle production est utile? Les personnels de l'énergie, des hôpitaux, des ascenseurs, de l'alimentation savent bien que leur travail est indispensable à la vie. Cette crise pose aussi la question de qui doit diriger la

société. Car, si les capitalistes ont comme objectif de maintenir la production et les profits, quitte à restreindre au minimum la vie personnelle, les travailleurs/ses auraient pu agir bien plus efficacement s'ils/elles avaient le pouvoir: se réunir dès janvier dans les entreprises pour décider quelle production doit être maintenue ou arrêtée, comment organiser le travail dans ces branches pour limiter les risques, se réunir encore dans les quartiers et les immeubles pour protéger les personnes fragiles, organiser un ravitaillement collectif – au lieu qu'Amazon recrute par milliers pour faire face à la demande –, convaincre massivement de l'importance des gestes barrière et d'un confinement à visage humain.

Enfin, un gouvernement ou une société gouvernée par les intérêts du plus grand nombre et non par les profits pourrait décider de recruter massivement dans la santé. La «durée de vie» d'une infirmière à l'hôpital est tombée à cinq ans, il y a donc sans doute des milliers de personnes formées prêtes à travailler dans les hôpitaux... pour peu que les conditions de travail et les salaires soient bouleversés, par exemple avec les 32 heures et une forte revalorisation salariale. On parle de 60 000 lits supprimés ces quinze dernières années<sup>5</sup>. La durée prévisible de la crise<sup>6</sup> rend cette revendication encore utile et urgente.

Un tel gouvernement, ou une telle société, aurait, comme le capitalisme a été contraint de le faire, réorganisé la production. Mais dans un sens complètement opposé. On aurait reconverti des entreprises pour produire en urgence des masques, du gel hydro alcoolique et du matériel respiratoire. On réquisitionnerait les logements vides, ainsi que les centres de vacances, pour garantir des conditions de confinement correctes aux classes populaires. Et, surtout, ce qui est encore possible et le plus efficace, organiser un dépistage de masse qui permet la prise en charge précoce des patients avant les symptômes de détresse respiratoire. Et encore, il ne s'agit là que de mesures d'urgences, sans parler de l'importance de la recherche fondamentale, en ces temps de mobilisations dans les universités<sup>7</sup>.

## AVANT «L'ARMÉE DES DOUZE SINGES»

Cette crise pose la question du système, des politiques qui ont cassé les services publics, des crises économique et écologique, des urgences sociales. Comment ne pas voir que ce qui est vital aujourd'hui correspond à ce que les gouvernements s'évertuent à casser le reste du temps?

Enfin, est-ce que nous sortirons de cette

crise? Les mesures gouvernementales feront-elles reculer le virus et reprendre une vie normale? Ce n'est pas impossible – même si on n'est pas sûr que le virus s'éteindra avec l'été<sup>8</sup> mais quoi qu'il en soit notre mode de vie sera modifié par les attaques antisociale et la crise économique. Et, sur le long terme, le retour des épidémies<sup>9</sup>, la crise climatique et économique nous indiquent que les problèmes les plus graves sont devant nous. Sur le court comme le long terme, il est donc de moins en moins probable que le capitalisme soit capable de trouver des solutions acceptables par le plus grand nombre.

Que se passera-t-il également si, cette fois où lors d'une prochaine pandémie, la crise dure, qu'il n'y a pas de vaccin? Les denrées finiront-elles par manquer? Accepterons-nous de continuer à vivre cloîtrés, la fermeture des frontières, l'omniprésence policière? Les solutions anticapitalistes pourraient devenir nécessaires beaucoup plus tôt qu'on ne le croit.

Quoi qu'il en soit, bien des problèmes se poseront très vite: comment répondre à la crise économique, empêcher le gouvernement de prolonger les mesures dérogatoires au droit du travail, reprendre la lutte contre la réforme des retraites, de l'assurance chômage ou de la recherche... Comme après une période de dictature, la fin du confinement verra une accélération de l'histoire, une volonté de débattre, de tout rediscuter. Ce moment se prépare dès maintenant. Quelle que soit l'issue, il y a urgence à discuter, que ce soit sur les lieux de travail, les groupes WhatsApp de quartiers ou les réunions virtuelles, à mettre en avant des revendications, à préparer des solutions pour faire face à une crise du capitalisme qui ressemble aux films d'anticipation les plus pessimistes. □

1. <https://npa2009.org/actualite/politique/ne-nous-habituons-pas-au-pire-refusons-leur-etat-durgence>

2. Article du blog NPA auto-critique <http://www.npa-auto-critique.org/2020/03/volkswagen-va-fermer-la-plupart-de-ses-usines-europeennes-pour-deux-a-trois-semaines.html> et vidéo de Jean-Pierre Mercier sur PSA <https://www.facebook.com/100009843843761/videos/1173945442943573/>

3. <https://www.mediapart.fr/journal/france/190320/covid-19-les-efforts-de-guerre-ne-sont-pas-centres-sur-le-sanitaire?onglet=full>

4. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/19/coronavirus-la-penurie-de-masques-grande-colere-des-soignants\\_6033655\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/19/coronavirus-la-penurie-de-masques-grande-colere-des-soignants_6033655_3244.html)

5. <https://www.bastamag.net/Coronavirus-Covid19-austerite-hopital-reduction-dependances-publiques-historique-lois-soins-sante#nb6>, note 6.

6. <https://www.24matins.fr/coronavirus-linstitut-robert-koch-predit-une-pandemie-dune-duree-potentielle-de-deux-ans-1169881>

7. <https://www.desutopies.org/covid-19-un-virus-tres-politique/note6>

8. <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-coronavirus-epidemie-disparaitra-t-elle-arrivee-beaux-jours-80070/>

9. <https://npa2009.org/actualite/sante/sante-le-retour-des-epidemies>

# Récession mondiale : où va la crise du coronavirus ?

PAR RÉMI GRUMEL

*Nous l'appellerons peut-être bientôt la « crise de 2020 », la « coronacrise » ou le « coronakrach »<sup>1</sup>, mais peu importe : ce qui est sûr, c'est que nous entrons dans une crise majeure du capitalisme, et que nous nous en souviendrons parce qu'elle marque la fin d'une époque.*

**E**lle va considérablement accélérer le cours des choses, d'une part parce que les classes dominantes vont chercher à nous la faire payer très cher, et d'autre part parce qu'elle peut approfondir la colère et le dégoût que ces classes dominantes inspirent à travers le monde, le sentiment d'injustice qui ouvre la voie de tous les possibles lorsqu'il éclate à la surface de l'histoire. Bruno Le Maire, ministre français de l'Économie, affirmait lors d'une conférence le mardi 25 mars que « *cette crise, qui touche l'économie mondiale et l'économie réelle, n'est comparable [...] qu'à la crise de 1929* »<sup>2</sup>. D'où vient la profondeur de cette crise et où peut-elle nous emmener ?

## LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS : UNE ÉTINCELLE...

Le développement de l'épidémie en Chine intérieure a amené l'État chinois à prendre des mesures de confinement dans des régions clés pour la production industrielle. La première région confinée est par exemple la province de Hubei (fin janvier) qui est un nœud important du réseau de transport et d'approvisionnement au cœur de la Chine : métropole industrielle importante, la capitale Wuhan<sup>3</sup> est au carrefour du Yangtsé (le plus long fleuve d'Asie) et l'axe routier Nord-Sud qui va de Hong Kong à Pékin. Une partie importante de la production, du transport de marchandises et des échanges a donc été stoppée. En prenant en compte les mois de janvier et de février, l'économie chinoise observe le premier recul de la production industrielle en Chine depuis 30 ans : -13,5 % en un an !

Depuis les années 1990, la production chinoise a un rôle central dans la division internationale du travail, notamment pour l'assemblage de produits manufacturés et de pièces détachées. Cet arrêt a eu un impact immédiat : un « choc d'offre » sur l'ensemble de

la production mondiale pour les industries des pays développés qui ont besoin des composants et produits manufacturés chinois et un « choc de demande » pour les pays producteurs de matières premières dont la Chine est une grande consommatrice. Ce ralentissement de la production et le confinement provoquent ensuite évidemment en conséquence une chute de la demande des ménages qui accentue la récession.

La propagation exponentielle du virus en Chine sur les autres continents et les « chocs » évoqués plus haut ont déclenché une panique financière sans précédent localisée principalement sur les marchés d'actions<sup>4</sup>. Les principaux indices boursiers du monde, CAC 40, Dow Jones, Nikkei, Nasdaq, Dax connaissent en ce moment le plus important krach depuis la crise de 2007-2008. L'indice du CAC 40 a perdu par exemple 34 % de sa valeur entre le 20 février et le 12 mars derniers, et a connu sa pire séance de l'histoire le 12 mars avec une chute de 12%. La valorisation boursière acquise depuis 2016 est partie en fumée en l'espace de deux semaines ! De quoi donner le tournis aux traders, même confinés chez eux derrière leurs ordinateurs...

## ... SUR LE BARIL DE POUDRE DES CONTRADICTIONS D'UN CAPITALISME ZOMBIE

Un certain nombre d'économistes libéraux considéraient il y a peu que tout cela ne s'apparentait qu'à un « choc exogène », passager, c'est-à-dire qui ne vient pas des contradictions internes de l'économie capitaliste et qui n'aurait pas entraîné de crise majeure. Il est vrai que les krachs boursiers n'entraînent pas nécessairement de récession profonde dans l'économie réelle, comme par exemple le krach d'octobre 1987 qui n'a pas duré et qui intervenait dans un moment où la rentabilité du

capital dans les grandes économies était en hausse et n'a atteint un pic qu'à la fin des années 1990.

Or, le krach en cours intervient justement, exactement comme celui de 2007-2008, dans une période de chute de la rentabilité du capital : la masse des profits a chuté fin 2019 aux USA, après une baisse du taux de profit depuis 2014<sup>5</sup>. Avant même la propagation du virus, la croissance américaine ralentissait et le Japon était déjà entré en récession.

Les gouvernements ont cherché ces dernières années à contrecarrer cette tendance à la baisse du taux de profit par des baisses d'impôts massives sur les profits des entreprises, mais ces politiques atteignent leurs limites aujourd'hui. Depuis 2018, on observe au niveau global un ralentissement de la croissance de la production industrielle et du commerce international. Nous arrivons à la fin d'un cycle de « reprise » en trompe-l'œil qui avait duré de 2016 à 2018.

Il apparaît de manière saillante le phénomène de « suraccumulation de capital » : trop de capital investi par rapport à la plus-value qui est générée, dans un contexte où la capacité du marché à absorber les nouvelles marchandises et équipements produits est limitée. Le crédit et l'endettement ont explosé ces dernières années, masquant les problèmes de solvabilité des « entreprises zombies » encore plus élevés qu'avant la crise de 2007-2008.

Ce capitalisme zombie vient du fait que la crise de 2007-2008 n'a pas joué totalement son rôle de purge de capital : pour que la reprise puisse être importante, la crise doit dévaloriser et détruire énormément de capitaux pour que les taux de profits, moteurs de l'investissement, repartent significativement à la hausse, comme par exemple dans la période qui a suivi le très violent krach de 1929 et celle d'après la Seconde Guerre mondiale.

Dans la période récente, les États et les banques centrales ont mis l'économie mondiale sous perfusion monétaire, par la baisse des taux directeurs<sup>6</sup> et en accordant des liquidités monétaires à très bas coûts. L'endettement a donc explosé ! C'est aussi en partie cet arrosage général qui explique que les cours boursiers aient monté de 2012 à aujourd'hui, atteignant des sommets juste avant le coronakrach. Les capitalistes financiers ont utilisé ces liquidités, ces crédits faciles pour spéculer en bourse et assez peu pour investir dans l'appareil productif, du fait de trop faibles taux de profits. Les entreprises ont alors pu afficher des « profits fictifs » illusoires et déconnectés de la plus-value extorquée dans l'économie réelle. Ce n'est donc pas qu'à cause du confinement que la récession s'annonce plus profonde qu'en 2007-2008, mais aussi parce que la pandémie fait éclater des contradictions que les gouvernants ont pendant une douzaine d'années échoué à colmater, pendant que les inégalités ont continué à se creuser. Le capitalisme montre alors de plus en plus clairement sa faillite, son incapacité à organiser la société de manière à pouvoir répondre aux besoins élémentaires de la population et à l'urgence écologique.

### « QUOI QU'IL EN COÛTE », L'ÉTAT ET LES BANQUES CENTRALES AU CHEVET DU CAPITAL

Les banques centrales entrent dans la crise avec des marges de manœuvre plus réduites pour l'atténuer qu'en 2007-2008 : les taux directeurs<sup>7</sup> sont déjà très bas. Celui de la BCE est à 0,5% et celui de la Banque centrale américaine (FED) était plus haut au départ mais elle vient de consommer ses dernières cartouches et cela n'a pas permis de faire repartir à la hausse les cours boursiers, et encore moins relancer la production. Néanmoins, elles restent les « prêteuses en dernier ressort » et les maîtresses de la création monétaire, elles peuvent injecter une masse monétaire énorme dans le circuit financier. Les 750 milliards de crédits ciblés de la Banque centrale européenne (BCE) montrent qu'elles sont prêtes à faire marcher la « planche à billets » pour éviter ce qu'elles redoutent le plus : la transmission de la panique boursière sur le « canal du crédit », c'est-à-dire que les banques commerciales ne prêtent plus aux entreprises, et ne se prêtent plus entre elles. Pour ne pas en arriver à socialiser les

banques pour maintenir le crédit, elles rejettent la balle dans le camp des États pour venir au secours des profits.

C'est donc désormais principalement vers les États que se tournent les regards des capitalistes pour relancer l'économie. Alors qu'en 2012 c'était Mario Draghi, le président de la BCE, qui annonçait qu'il ferait tout, « whatever it takes » pour sauver la zone euro, nous voyons là que c'est Macron qui répète la même formule magique en français « quoi qu'il en coûte » ! L'objectif des gouvernements bourgeois est ici de limiter encore une fois le nombre de faillites qui surviendront dans le même temps, surtout les faillites des entreprises et banques dites systémiques, « too big to fail »<sup>8</sup>, dont la faillite entraînerait celle d'autres banques et d'autres entreprises, y compris celles qui sont encore rentables. Et cela dans un contexte où les « fusions-acquisitions » sont allées de bon train : la concentration croissante du capital accompagne toujours les phases de stagnation et de déclin. Dans chaque secteur, une poignée de multinationales et leurs filiales se disputent désormais la majeure partie du marché mondial.

### LES GOUVERNEMENTS CHERCHENT ALORS À LIMITER LA CASSE ET « APLATIR LA COURBE » DE LA RÉCESSION, ET PEUVENT AGIR SUR TROIS PLANS :

- Donner une garantie étatique aux prêts que font les banques dans la période. C'est ce que vient de faire Bruno Le Maire avec sa garantie à hauteur de 300 milliards d'euros. Pour les nouveaux prêts, l'État français remboursera les banques à la place des entreprises si ces dernières ne sont pas en capacité de le faire. Le chef de l'État a assuré qu'« aucune entreprise ne sera livrée au risque de faillite », mais les entreprises qui ont eu des défaillances financières récentes n'en bénéficieront pas, et beaucoup d'entre elles feront donc faillite.

- La nationalisation temporaire des grandes entreprises de secteurs « stratégiques » sur le point de faire faillite, comme le dit l'adage : « privatisation des profits mais socialisation des pertes ». Le gouvernement français n'exclut pas par exemple la nationalisation de Renault, Air-France-KLM et Airbus. Bien entendu, ces nationalisations coûteront cher, et c'est l'argent public (nos impôts) qui financera l'entrée de l'État dans le capital de ces

entreprises.

- L'investissement public par le déficit pour soutenir le carnet de commandes des entreprises. L'Union européenne a assoupli exceptionnellement sa « règle d'or » de la limite à ne pas faire dépasser le déficit public de 3 % du PIB.

### LA RELANCE BUDGÉTAIRE IMPUISSANTE FACE À L'AMPLEUR DE LA RÉCESSION QUI VIENT

Dans cette crise, les gouvernements mobilisent des sommes d'argent public colossales pour amortir le choc. Le Congrès américain a voté à l'unanimité un plan de relance de 2000 milliards de dollars<sup>9</sup>, ce qui représente un peu plus de 8 % du PIB étatsunien. Le gouvernement allemand pourtant réputé pour sa « discipline budgétaire » discute à l'heure où nous écrivons d'un plan de relance d'un montant de 156 milliards d'euros, accompagné de 750 milliards d'euros de garantie de prêts<sup>10</sup>, tablant sur l'hypothèse d'une contraction de 5% du PIB pendant la crise. Les 45 milliards d'euros (2% du PIB français) mis sur la table par le gouvernement français ne sont, pour Bruno Le Maire, qu'un « point de départ ».

Mais pour plusieurs raisons, il est peu probable que ces « plans de relance » applaudis par les économistes libéraux et keynésiens puissent sortir l'économie mondiale de la récession de manière à effectuer une trajectoire en « V » de la croissance économique (récession courte puis croissance à nouveau). D'abord, l'impréparation à la pandémie des gouvernements bourgeois qui cherchent à maintenir coûte que coûte l'activité économique ainsi que l'état déplorable de leurs systèmes de santé accablés par des années de coupes budgétaires va les amener – pour éviter un bilan macabre désastreux pour leur crédibilité politique – à prolonger et durcir le confinement pour ceux qui l'ont décrété (France, Italie, Espagne) et à le décréter pour ceux qui ne l'ont pas encore fait (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Brésil). Or, le confinement a un effet amplificateur sur la récession, surtout lorsque, comme en Italie et en Chine, une partie importante de la production industrielle est mise à l'arrêt. Les modélisations effectuées par l'économiste Pierre-Olivier





Gourinchas<sup>11</sup> estiment l'impact d'un confinement de deux mois : la chute de la croissance annuelle de la production mondiale serait de l'ordre de 6,5 %, et de 10 % si le confinement dure un mois supplémentaire !

Ensuite, ces plans (qui seront chèrement payés par les travailleurs/ses) ne pourront que limiter les faillites en cascade de petites entreprises, mais aussi peut-être de grosses, que provoquera la récession, avec l'explosion du chômage qui s'en suivra. Si reprise même partielle il y a, elle interviendra après la dévalorisation de capital constant (machines, bâtiments) entraînée par les faillites et la chute des salaires entraînée par la hausse du chômage, car ces phénomènes rehaussent le taux de profit des capitalistes, qui est le moteur fondamental de l'investissement. Par conséquent, la récession risque de durer plus longtemps que prévu par les scénarios optimistes.

### UNE CRISE DE LA DETTE À VENIR : LES PAYS DITS ÉMERGENTS EN PREMIÈRE LIGNE

Même si elles parviennent à limiter un peu l'ampleur de la récession, toutes ces mesures se font au prix d'un endettement très rapide des États, qui se sont déjà fortement endettés pour amortir le choc de la crise de 2008. C'est certainement la transformation de la crise du capitalisme en une crise de l'endettement public et ses lots de politiques d'austérité qui nous attendent, pour faire payer une fois de plus aux classes populaires le sauvetage des banques et des multinationales.

Dans la zone euro, l'Italie et la Grèce se retrouvent au premier rang de la hausse des taux d'intérêt de leur dette. Leur spread<sup>12</sup>, c'est-à-dire l'écart entre le taux d'intérêt de leur dette et celui de l'Allemagne qui fait office de référence, augmente. Lorsque cet écart est trop gros, les spéculateurs se ruent sur les titres de dette des États de référence comme l'Allemagne, accentuant alors l'écart de taux d'intérêt. La déjà fragile unité des États capitalistes de la zone euro et de l'Union européenne risque d'être mise à nouveau à rude épreuve dans la récession, et les multinationales françaises et allemandes chercheront à tirer leur épingle du jeu en récupérant des infrastructures privatisées à l'occasion, comme cela avait

été le cas pour la Grèce en 2012.

Mais ce sont avant tout les pays dits « émergents » et les pays plus pauvres sous domination impérialiste (Mexique, Argentine, Chili, Brésil, Algérie, Soudan, Nigeria, Afrique du Sud...) qui tomberont probablement les premiers dans la crise de la dette : le ralentissement en cours de l'activité provoque une chute drastique du prix des matières premières comme le charbon, le cuivre et le pétrole, qui représentent une partie importante des exportations de ces pays. Ce sont ces pays qui se sont le plus endettés après la crise de 2008. Alors même qu'une partie importante de leur dette est libellée en dollars, on observe en ce moment même une fuite importante de capitaux dans ces pays, ce qui va creuser le déficit de leur balance des paiements, et les obliger de s'endetter à des taux prohibitifs... ce qui à terme va les conduire à un ajustement, terrible pour les travailleurs/ses, pour rétablir l'équilibre de leur balance des paiements<sup>13</sup>.

### NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

Cette crise va probablement déboucher sur une encore plus forte stagnation à long terme de l'économie mondiale et donc accélérer considérablement l'offensive des classes dominantes sur les services publics, les salaires, le temps de travail. Lorsque le gâteau ne grandit pas, son « partage » est encore plus violent ! Elle pourrait aussi déboucher sur un renouvellement des équilibres géopolitiques entre grandes puissances impérialistes, puissances intermédiaires et pays périphériques, avec un accroissement plus intense encore des tensions commerciales et militaires. Dans un contexte où les risques sanitaires et écologiques s'accroissent, ce système à bout de souffle montrera peut-être à nouveau ce qu'il peut faire de plus barbare, et les États capitalistes pourraient en profiter pour renforcer leurs appareils répressifs. Face à cela le mot d'ordre « Nos vies valent plus que leurs profits ! » peut résonner bien plus fortement et plus largement que d'habitude. L'aspiration à l'égalité de traitement face au risque de contamination qui s'exprime ici et là aux quatre coins du monde criera peut-être encore plus fort sur le plan social lorsque la gestion irresponsable de la crise sanitaire sera révélée au grand jour, que les « soldats » et « héros » de la « guerre » sanitaire seront aussitôt sommés d'en

payer le tribut. Cette aspiration à l'égalité s'était déjà fortement exprimée dans la dernière phase de mouvements sociaux de masse observés ces deux dernières années (France, Liban, Chili, Algérie, Hong Kong...). Elle existe parmi les classes laborieuses du monde entier, mais elle doit se doter d'une stratégie et d'un programme de sortie de crise pour rompre avec le capitalisme et reprendre le contrôle du système bancaire par socialisation des banques, et de l'appareil productif le mettre au service des besoins sociaux, sanitaires et de la transition écologique. □

1. Selon l'expression de Frédéric Lordon. Lire « Coronakrach », 11 mars 2020.

2. Les Échos, « Une crise économique comparable à celle de 1929, selon Bruno Le Maire », 25 mars 2020.

3. Au passage, c'est dans la ville de Wuhan que la mutinerie d'une caserne de soldats a donné le coup d'envoi de la première « révolution » chinoise de 1911 qui a renversé la dynastie des Qing.

4. Pour mieux comprendre la logique des marchés d'action à travers la notion de « capital fictif », lire sur le site du NPA : « Jeudi noir sur les bourses du monde entier : le krach du coronavirus s'accroît et entre dans l'histoire », vendredi 13 mars 2020.

5. Ces éléments ont été explicités par Gaston Lefranc dans son article « La crise qui vient : éléments d'analyse » publié sur le site du NPA le jeudi 17 octobre 2019.

6. Le principal taux directeur d'une banque centrale est un taux auquel elle fournit de la monnaie aux banques commerciales. Ainsi, plus les taux directeurs sont bas, et plus la masse monétaire en circulation à la recherche de placements est grande. C'est pourquoi, dans un contexte de faible rentabilité des investissements productifs, une baisse des taux directeurs a tendance à faire monter les valeurs boursières.

7. Les taux directeurs représentent le prix auquel les banques commerciales achètent leurs liquidités auprès de la Banque centrale afin de faire ensuite crédit aux ménages et aux entreprises. Plus les taux directeurs sont bas, plus le taux des crédits bancaires est bas (en principe).

8. En français : trop gros pour faire faillite. L'expression avait été utilisée en 2008 concernant les grandes banques menacées de faire faillite.

9. Libération, « Aux États-Unis, 2000 milliards pour sauver l'économie frappée par le coronavirus ».

10. Reuters, « Le Bundestag examine ce mercredi le plan de relance de Berlin ».

11. Cette modélisation est décrite par Michael Roberts dans son article « Récession : "C'était à cause du virus", diront-ils », traduit en français sur le site du NPA.

12. « Alors que Paris se refinançait à des taux très proches de Berlin ces dernières années, le "spread" a nettement augmenté depuis une semaine. Il tournait ces derniers mois autour de 30 points pour les obligations à dix ans. Il vient de grimper au-dessus de 60 points. Pour l'Italie, l'écart de taux s'est envolé au plus haut depuis 2011, à 287 points, celui de la Grèce à 419 points. » - Le Figaro, « Les "coronabonds" en sept questions », mardi 24 mars ;

13. Dans un pays donné, la balance des paiements retrace l'ensemble des transactions entre acteurs économiques résidents dans ce pays et non résidents (importations et exportations de capitaux et de marchandises). Si la balance des paiements est négative, cela veut dire qu'il y a plus d'argent qui sort du pays qu'il n'en rentre. Du coup le pays doit s'endetter.

# Ne confinions pas la sociologie et la pédagogie

PAR RAPHAËL ALBERTO

*La fermeture des écoles est une mesure nécessaire et utile qui va dans le sens de la protection des élèves, de leurs familles et des personnels. Elle s'accompagne, comme Jean-Michel Blanquer l'a décrété, d'une politique volontariste de « continuité pédagogique ». En tant qu'enseignantEs, il est nécessaire que nous réfléchissions à ce concept et à ses implications sociologiques comme pédagogiques.*

À l'heure où l'on écrit ce texte, s'en prendre à la continuité pédagogique de Blanquer, d'un certain point de vue, c'est tirer sur une ambulance. Depuis quatre jours, à l'impréparation totale du dispositif s'est ajoutée la difficulté technique, puisque tous les outils numériques de l'Éducation nationale ont spectaculairement crashé. De fait, assurer la continuité pédagogique, pour la plupart des enseignantEs, cela a consisté à se retrouver plusieurs fois par jour devant une page affichant une erreur 404.

## L'ÉCOLE À DISTANCE, C'EST L'ÉCOLE DES INÉGALITÉS

De même, et cela a beaucoup été souligné, touTEs les élèves et leurs familles ne sont pas égaux/les devant l'accès à ces outils numériques. Une partie d'entre eux n'ont pas d'ordinateur, une part bien plus importante n'ont qu'un ordinateur partagé entre plusieurs membres du foyer. Et beaucoup n'ont pas d'imprimante pour imprimer les fiches envoyées par certainEs professeurEs.

Mais la question est loin d'être uniquement technologique. Car le vrai problème de l'école à distance, ce ne sont pas les outils, c'est la distance. Tout ce qui posait problème dans les devoirs à la maison se retrouve, ici, généralisé et amplifié.

Même s'il n'y a aucun consensus parmi les enseignantEs sur cette question, un certain nombre d'entre

eux avaient fait le choix de les limiter fortement, voire de ne pas en donner du tout. Pourquoi? Parce qu'en « externalisant », en délocalisant une partie de leur enseignement à la maison, lieu des inégalités matérielles, culturelles et sociales, ils savent que seule une partie de leurs élèves pourront pleinement

c'est la gestion de l'inégalité entre les élèves qui auront fait les fiches de travail et ceux qui ne les auront pas faites. Ou plutôt entre ceux qui peuvent, parce qu'ils viennent de milieux favorisés, et ceux qui n'auront pas pu. C'est-à-dire toutes celles et ceux qui sont trop éloignéEs de l'école et ont besoin de



en bénéficier.

On ne voit pas ce qui pourrait différer dans la situation de la « continuité pédagogique » telle que préconisée par le ministère. En pire, puisqu'il n'y aura même pas la possibilité de faire un aller-retour avec le travail en classe, en collectif.

L'une des questions qui se posera dans quelques semaines, lorsque l'école sortira du confinement,

l'accompagnement de leurs professeurEs. Celles et ceux qui vivent dans des situations matérielles trop compliquées pour pouvoir télétravailler à la façon de cadres de start-up. Celles et ceux dont les parents font partie des professions





qui continuent à travailler malgré le confinement, et qui ne pourront donc pas être soutenuEs, qui devront même peut-être garder leurs petits frères ou sœurs.

Dans ce cadre, mettre en place la « continuité pédagogique », n'est-ce pas aussi rendre ces mêmes élèves responsables de cette « perte de temps d'école » dont elles et ils sont finalement les premières victimes ?

### CONTINUITÉ RIME AVEC RÉGRESSION

Autre questionnement : faut-il considérer, comme le ministre, que la continuité de l'école malgré le confinement est une sorte de « chouette défi pédagogique », qui amènera quantité d'innovations pour l'avenir ? Passons sur l'indépendance d'une telle posture alors que l'épidémie est bien réelle... Sur le plan pédagogique, cette nouvelle école dématérialisée, distanciée, confinée, est une catastrophe pour l'ambition d'émancipation.

Alors bien sûr, il y aura quelques innovations, notamment sur l'usage des nouvelles technologies. Mais la pédagogie ce n'est pas la même chose que l'innovation.

Avant tout, ce qui se cache derrière la logique de la « continuité pédagogique », c'est une vision datée de l'éducation. Une vision où prédomine la transmission d'un ensemble bien défini de savoirs, du maître vers l'élève, en temps et en heure. C'est pourquoi celles et ceux qui pensent comme Jean-Michel Blanquer vivent comme un drame la perspective de « perdre » deux mois sur les programmes scolaires.

Quant à la contrainte du distanciel, elle dicte le type de tâche que les enseignantEs peuvent demander à leurs élèves. Fini la recherche, fini le travail en groupe, fini les projets, fini les exposés, l'enseignement se retrouve réduit à sa forme la plus traditionaliste : la fiche d'exercices.

Nous sommes loin, très loin d'un travail émancipateur qui placera l'élève en situation d'auteur. Il s'agit ici, comme le préconise le ministre, de travailler pour travailler. Sans forcément comprendre, d'ailleurs,

pourquoi on travaille. Il y a finalement quelque chose qui a plus à voir ici avec la morale qu'avec la pédagogie.

### PEUT-ON SE PASSER DE L'ÉCOLE LORSQU'ON EST CONFINÉ ?

C'est finalement la grande question : puisque cette « école du confinement » est une école plus égalitaire, une école qui renonce à être émancipatrice, ne vaudrait-il pas mieux s'en passer ?

Poser la question, c'est évidemment être à rebours du discours dominant, et en particulier du discours d'évidence du ministre de l'Éducation lui-même. Discours qui a rencontré un écho non négligeable chez une partie des enseignantEs, qui se sont surchargés de travail, pour au final surcharger de devoirs divers et variés les élèves, de la maternelle au lycée.

On peut pourtant sortir de cette vision de l'école et du travail comme un devoir moral. Et se dire qu'en ces temps d'épidémie, en ces temps de recomposition brutale de notre quotidien, de rupture violente dans notre lien au monde et aux autres, faire des exercices de maths ou de conjugaison n'est peut-être pas la priorité.

L'abondance de devoirs avait peut-être pour but de rassurer les plus inquiets des parents et des élèves. Elle a surtout généré du stress et de la tension dans les microsociétés familiales. Puisque parents et enfants vont devoir se supporter sous le même toit pendant de longues semaines de confinement, ce n'est peut-être pas très malin de commencer par s'engueuler à cause des devoirs.

L'essentiel est ailleurs. Il ne s'agit nullement de romantiser cette période de confinement, bien au contraire, mais de poser la question des priorités. Lire, dessiner, faire la cuisine ensemble, regarder des films, inventer des histoires, jouer à des jeux de cartes ou de société en famille, se filmer avec son téléphone, sont des activités tout aussi utiles que les contenus pédagogiques certifiés « nation apprenante ».

L'école peut être suspendue pendant quelques semaines. Ce n'est pas un drame. Il faut peut-être oser se le dire. En tous cas cela évitera d'avoir fait, pendant deux mois, une

école accessible uniquement aux classes moyennes et supérieures. Et cela permettra à touTEs de se consacrer à l'essentiel face à l'épidémie, à savoir : prendre soin de soi et des autres.

### QUEL RÔLE POUR L'ÉCOLE ET SES ENSEIGNANT.E.S ?

Mais ce n'est pas parce que l'école et ses enseignantEs ne sont, dans cette drôle de période que nous vivons, pas nécessaires, que nous ne pouvons pas nous rendre utiles. Non pas dans notre rôle traditionnel de transmetteurs de savoirs, mais dans notre rôle social.

Car les enfants, à l'instar des adultes, seront bientôt aux prises avec deux des périls du confinement : l'ennui et l'isolement. Trouver de quoi s'occuper, conserver le lien avec les autres : deux objectifs qui apparaîtront peut-être pâlots aux tenants de la Grande École Républicaine, mais qui sont pourtant fondamentaux.

Espérons que nos élèves trouvent d'eux-mêmes, autour d'eux, des parents, des frères, des sœurs, des voisinEs, pour traverser cette difficile période. Des proches qui leur permettront de se sentir moins seulEs, alors que l'école, leur principal lien social, est suspendue. Des proches qui les guideront vers des activités pour passer le temps sans trop le subir. Et pour cela, on ne sera jamais trop d'adultes. Les enseignantEs peuvent aussi apporter leur contribution. Ils et elles peuvent endosser un rôle qui pour une fois ne sera pas le premier rôle ; qui sera peut-être même de la simple figuration. Mais qu'importe si nous contribuons pour une part, même infime, à ce que les enfants et les jeunes dont nous avons croisé la route avant le 16 mars se sentent un peu mieux.

On doit peut-être renoncer à « faire cours » lorsque « faire cours » n'a plus de sens. Mais on n'a pas à renoncer à envoyer des conseils pour lutter contre l'ennui et surtout à prendre de ses nouvelles de nos élèves. C'est peut-être cela qui nous permettra de renouer avec la pédagogie malgré le virus et malgré le confinement : en considérant nos élèves non pas comme des robots apprenants, mais comme des êtres humains. □

# La marche autoritaire de Macron et de son gouvernement

PAR ROSELINE VACHETTA

*Le gouvernement a organisé par décrets depuis le 14 mars le confinement généralisé. Tout en essayant de protéger l'économie, « les premiers de cordée » chers à Macron, plutôt que les salariés, lesquels ont compris depuis longtemps que rien ne « ruissellerait » jamais pour eux de l'abondance donnée aux premiers !*

**E**n refusant de stopper toutes les productions non indispensables, donc inutiles en ce moment de pandémie, il met les travailleurs en danger. Et il se moque bien d'envoyer sans aucune protection, même si déjà certainEs y ont laissé leur vie, tous les salariés et salariées dont le travail permet d'assurer les besoins vitaux de tous. L'application de ces décrets se fait à coups de militarisation de l'espace public et de sanctions surdimensionnées. Alors pourquoi avoir en plus fait adopter à la va-vite une loi créant un état d'urgence sanitaire (EUS) ?

## « LEUR GUERRE, NOS MORTS »

Macron ne remet en cause évidemment strictement rien des responsabilités totales de son monde. Ni la barbarie de l'économie capitaliste, ni la casse systématique de tout ce qui nous permet de vivre

ensemble, de faire société : nos services publics, les services de santé, de soins, l'éducation nationale, la recherche publique... la prise en compte de qualité des plus fragiles. Pire, lui et ses pairs ont bien l'intention que tout recommence comme avant dès que cette épidémie sera terminée. Tout : leurs profits exorbitants, notre exploitation insupportable. C'est pour cela que le soutien à l'économie, 300 milliards d'euros rien qu'en France, est déjà acté. C'est pour cela qu'il lui faut aussi déclarer l'assignation à résidence pour 66 millions de personnes et pour une durée indéterminée. Le confinement généralisé, et qui va visiblement être long, est le résultat du manque de tout : la perte de 200 000 lits d'hôpital en 5 ans, l'absence de tests pour toute la population, le manque de gel, de masques, le manque de personnels

déjà énorme avant la crise. Mais notre isolement, ce confinement rendu inévitable pour mater l'épidémie par « ces connards qui nous gouvernent » (Frédéric Lordon) va aussi être utilisé par ceux-là pour nous préparer à accepter notre surexploitation à venir, puisque bien sûr « il faudra bien relever l'économie ».

## L'ASSIGNATION À RÉSIDENCE GÉNÉRALISÉE

Concrètement, les dispositions générées par l'état d'urgence adopté en novembre 2015 pour ce qui concerne l'assignation à résidence - et qui pour certaines personnes n'ont pas cessé de s'appliquer depuis, il faut s'en souvenir -, sont généralisées aujourd'hui à toute la population. Une seule règle : plus personne ne bouge de chez soi. Même tous ceux et celles enfermés dans les CRA ou les prisons, et même, comble de l'absurde et de l'inhumanité de ce gouvernement, ceux et celles qui vivent encore et toujours à la rue. Pour tous les autres, l'obligation de remplir une attestation de dérogation autorisée se double de sanctions disproportionnées. Sans laissez-passer convenable, c'est d'abord 135 euros l'amende, si récidive, 1 500 euros, ensuite cela peut aller à 10 000 euros et 4 mois de prison fermes. Le directeur général de la sécurité civile a fait savoir que les 100 000 policiers et militaires déployés sur le territoire avaient déjà bien



Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas





travaillé : 1,8 million de contrôles et 91 824 amendes pour non-respect des restrictions. Il ne parle pas du nombre de GAV, ni des infractions annexes qui ne vont pas manquer de se multiplier : rébellion, soupçons d'intention de prendre la fuite... et qui se termineront elles aussi par des sanctions.

Évidemment, la peur généralisée favorise l'adhésion à « l'union sacrée » que réclame tous les deux jours le Président de la République ou ses ministres. Elle vise, bien entretenue notamment par « le journalisme de préfecture » (Acrimed), à obtenir notre consentement au confinement et incite à la recherche des « déviants »... Ceux et celles qui n'ont rien compris, ou qui le font

express. Parce que

comme l'affirme Jordan Bardella « les banlieues profitent de la situation pour organiser des pillages et des guet-apens contre les forces de l'ordre ». Ou Marine le Pen « la désinvolture de ces territoires est totale par rapport aux lois de la République et à la solidarité nationale ». Ce qui permet à un Éric Ciotti, droit dans ses bottes,

de réclamer « le couvre-feu et le déploiement de l'armée dans ces quartiers ». Et demain l'état de siège ? Du coup, les délations sont nombreuses (la police demande même l'arrêt des appels au 17 pour dénoncer des rassemblements de plus de trois personnes en bas des tours !). Se consolide alors la figure bien utile au gouvernement du « bouc émissaire » livré aux racistes ordinaires, le coupable habituel, l'habitant des quartiers populaires. Pourtant c'est souvent lui et « ses sœurs et frères », les tirailleurs d'aujourd'hui, qui accomplissent les tâches sans lesquelles nous serions tous et toutes bien incapables de survivre.

### L'EUS, UN GRAND PAS DE PLUS VERS LE DROIT D'EXCEPTION GÉNÉRALISÉ.

Ce gouvernement qui a préféré acheter suffisamment de grenades de type LBD 40 et de gaz lacrymogènes pour les 4 prochaines années et qui est incapable de donner, même plusieurs semaines après le début de l'épidémie en France, des masques de protection aux personnels soignants a cependant les moyens de gérer, quitte à militariser toutes nos vies, le confinement de toute la population. Malgré cela, il a jugé nécessaire de faire adopter 3 lois en urgence le 23 mars 2020. L'une dite loi de finances rectificative, l'autre dite d'urgence ordinaire, l'autre est une loi d'urgence organique. Il est trop tôt pour faire une analyse approfondie de ce trio

d'entreprendre, la liberté de se réunir, et cela « jusqu'à nouvel ordre » peuvent être supprimées. Il ne resterait que la liberté d'expression, et encore. Par ailleurs, l'exécutif peut réquisitionner tous les biens et services qui lui semblent utiles au vu de son analyse de la situation, l'indemnisation des réquisitions sera financée par le ministère de la Défense comme en temps de guerre. Même les logements pour les sans-abri ? Ce qui est le plus dangereux c'est que ces dispositions prises aujourd'hui pour deux mois devraient être inscrites dans le Code de santé publique le 1<sup>er</sup> avril 2021. La volonté gouvernementale, c'est qu'elles deviennent pérennes et pourront être utilisées à n'importe quel moment dès que le pouvoir en aura besoin. Leur peur des contre-pouvoirs, de nos mobili-

sations qui vont finir par devenir victorieuses les rend inventifs. L'Élysée cherche aujourd'hui à mettre en place « une stratégie numérique des personnes » qui permettrait de suivre les personnes, une sorte de géolocalisation permanente des individus. Macron a décidé de nous faire essayer la dictature !

Pour défendre et /ou reconstruire

leurs prérogatives et leurs profits, ils ont aujourd'hui besoin d'avancer vite à coups d'autoritarisme, à coups de violences sociales, policières, militaires. D'où ce nouvel outil de répression. Car Macron et ses sbires n'obtiendront jamais notre consentement, notre résignation devant la casse quasi totale annoncée de tous nos conquits sociaux, congés, repos hebdomadaires, temps de travail, âge des retraites, salaires décents... ou devant l'abandon des plus fragiles d'entre nous.

Nous sommes là et nous continuerons d'être là ! □



Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

de lois. Cependant des tendances se dessinent.

Dans les conséquences connues à ce jour : pour deux mois dans un premier temps la fermeture des marchés couverts, la réduction à une heure par jour de sortie et dans un rayon d'un kilomètre, la possibilité de se rendre dans les centres de soins seulement sur convocation ou en cas d'extrême urgence. Quant à l'état d'urgence sanitaire, une vraie création sécuritaire, il donne les pleins pouvoirs à l'exécutif. À toute la chaîne de l'exécutif : du Premier ministre aux préfets. Par décret ministériel ou arrêté préfectoral, la liberté d'aller et venir, la liberté

# Italie : « Par des actions concrètes, montrer qu'il est possible de construire une société solidaire »

PAR MARIE MOÏSE

*En Italie, le confinement est généralisé par des mesures coercitives semblables à celles décidées par le gouvernement Macron. Nous avons interviewé Marie Moïse, militante de l'association syndicale Fuori Mercato, qui tente d'organiser la solidarité face à l'épidémie.*

## **Comment se passent les interdictions de sorties, pour les militants et pour la population en général ?**

Nous avons comme chez vous une attestation à imprimer et nous cochons le motif prendre soin d'une personne vulnérable. La première étape de la solidarité c'est la question des courses. Les personnes âgées ou malades ne peuvent pas sortir et pour cela la solidarité est assez effective. Les contrôles ont augmenté progressivement. Moi, par exemple, j'habite dans un quartier populaire de Milan donc la police est inexistante, même avec l'épidémie.

Mais si tu sors dans le centre-ville, là c'est sûr que tu vas subir des contrôles. Clairement, les gens ont peur de la police et ont peur de sortir, ils ont peur d'être reconnu comme illégal et de ce qui pourrait leur arriver. Il faut savoir que chez nous, la « sortie illégale » peut être punie d'une peine de prison même si cela n'a jamais été le cas.

Par ailleurs, les prisons sont surpeuplées, les révoltes explosent, il y a déjà eu une douzaine de morts.

Les amendes ont été mises, même si on n'a pas vraiment de chiffres, on ne sait pas si elles sont nombreuses. Mais on a eu un cas scandaleux à Milan d'un SDF qui a eu une amende.

## **Comment vous organisez-vous ? Est-ce que c'est encore possible de militer dans cette situation ?**

C'est très difficile, toutes nos réunions se font par Skype, mais nous avons beaucoup de discussions

et d'échange, et cela permet de construire un réseau qui rompt l'isolement face auquel on se trouve. Après, en Italie, nous avons l'habitude de faire de la politique à partir de la vie quotidienne. Nous construisons autour des espaces politiques et de vie (que nous avons d'ailleurs dû fermer), autour des solidarités concrètes et aussi de formes de mutualisme, par contre il faut le dire toute une série de questions qui se posent à nous sont des questions liées au droit du travail. En Italie, l'affaiblissement du syndicalisme rend difficile d'organiser les travailleurs qui sont obligés de continuer à travailler. Un tiers du travail que nous faisons, c'est avoir une ligne d'aide pour répondre aux questions de personnes qui se trouvent démunies face à leurs employeurs et à leurs droits.

Mais concrètement, cela nous permet aussi de nous mettre en relation avec des travailleurs et des secteurs que l'on ne connaissait pas auparavant. Cela permet aussi de poser des jalons pour la suite.

## **Comment faire concrètement pour organiser la solidarité ?**

Le premier réseau qu'on a activé, c'est un réseau pour faire des courses, c'était le plus simple, en respectant toutes les précautions sanitaires. On organise aussi des baby-sittings pour les familles dont les parents continuent de travailler, mais c'est moins simple car on ne peut pas complètement respecter les distances et donc

on trouve moins de gens pour le faire. Pourtant, il y a des financements d'Etat pour le baby-sitting. Nous faisons aussi tout un réseau avec les petits agriculteurs pour soutenir leur production, car il y a encore en plus en ce moment un monopole de la grande distribution. Des camarades qui sont psy en lien avec l'université de Milan ont organisé des lignes téléphoniques de soutien. On a aussi fabriqué du gel hydro-alcoolique avec la formule de l'OMS.

Mais comme je le disais finalement le principal niveau de solidarité c'est faire de l'information syndicale : comment accéder au revenu parental, recenser les abus des patrons aussi. Avec ce qu'il reste de gauche et d'extrême gauche en Italie, on essaye aussi de lancer une campagne pour lancer une campagne pour un revenu de quarantaine pour tous les précaires qui ne rentrent pas dans les dispositions d'État, mais aussi l'arrêt des loyers pendant toute la durée de la quarantaine.

Malheureusement, ce qu'on voit de plus en plus c'est que cette situation d'isolement, font que de plus en plus de gens passent du temps à la fenêtre à dénoncer les voisins. Pour nous construire la solidarité c'est aussi lutter contre cela, c'est par des actions concrètes, proposer aux gens de s'organiser en montrant qu'il est possible de construire une société solidaire. □

Propos recueillis par Mimosa Effe

# Le confinement des droits. Épidémie et guerre sociale

PAR LE COMITÉ INSPECTION DU TRAVAIL DU NPA\*

À l'issue du conseil des ministres du 25 mars 2020, Muriel Pénicaud a commis un de ses fameux lapsus, évoquant une période de « confinement des droits ». On ne saurait mieux caractériser le traitement réservé aux droits des salariéEs au prétexte de l'urgence sanitaire.

L'ordonnance du 25 mars « portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos » en constitue un axe essentiel, mais non le seul. Non content de réécrire un pan entier du code du travail, le gouvernement s'est également attelé à confisquer l'interprétation du droit en vigueur et à court-circuiter les institutions que peuvent mobiliser les travailleurs/ses, notamment l'inspection du travail.

S'ils ont tardé à instaurer des mesures de confinement, Macron, Pénicaud et Cie ont par contre correctement anticipé les réactions des salariéEs enjointEs de continuer à travailler en s'exposant à un risque de contamination par le Covid-19. Ainsi dès le 28 février 2020, le ministère du Travail publiait un « questions/réponses » dans lequel il affirmait : « Les conditions d'exercice du droit de retrait ne sont pas réunies, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, si l'employeur met en œuvre les recommandations du gouvernement, disponibles et actualisées sur la page suivante ».

De la même façon, Élisabeth Borne déclarait le 3 mars en réaction à l'exercice par deux cents chauffeurs de bus de leur droit de retrait face au risque de contamination par le covid-19 : « Le droit de retrait, à ce stade, n'est pas fondé. Quand toutes ces précautions sont prises, il n'y a pas lieu d'exercer un droit de retrait. Les salariés doivent être rassurés ».

Or il n'appartient évidemment pas au gouvernement de se prononcer sur le bien-fondé d'un droit de retrait, mais au conseil des prud'hommes. Les juges doivent alors déterminer si le/la travailleur/se avait un motif raisonnable de penser que la situation dans laquelle il ou elle se trouvait présentait un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé. On est donc dans une

appréciation au cas par cas de la bonne foi du ou de la salariéE, en fonction de ses conditions de travail concrètes.

La sentence abstraite, générale et absolue contenue dans les questions/réponses du ministère du Travail n'a donc aucun sens juridiquement parlant. Le gouvernement, qui n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il avait pratiqué de la même façon après le grave accident ferroviaire dans les Ardennes à l'automne dernier, qui avait donné lieu à une utilisation massive par les cheminotEs de leur droit de retrait, le sait très bien. Mais par cette interprétation tronquée des textes il décourage les salariéEs d'y avoir recours : les patronNEs s'appuieront sur ses déclarations et documents pour considérer le retrait comme une absence injustifiée ou une faute. Charge aux travailleurs-ses ainsi sanctionné-es de saisir le tribunal pour éventuellement obtenir réparation dans plusieurs mois.

Pénicaud et Cie ont poursuivi cette entreprise de révision du droit du travail tout au long du mois de mars, affirmant notamment dans un communiqué commun avec les organisations patronales du bâtiment et des travaux publics (BTP) en date du 21 mars 2020 que les employeurs n'ont qu'une simple « obligation de moyens » en matière de sécurité et de protection de la santé au travail. En gros il suffit d'appliquer les recommandations gouvernementales pour protéger les salariéEs de la contamination par le virus, et si contamination il y a malgré tout ce n'est pas de la faute de l'employeur : sa responsabilité juridique ne peut être engagée.

Or jamais la Cour de cassation n'a qualifié de la sorte l'obligation de sécurité qui pèse sur les employeurs. De 2002 à 2015, elle parle au contraire « d'obligation de résultat » (la responsabilité de

l'employeur est engagée dès lors que se produit une atteinte à la santé ou à la sécurité), puis infléchissant sa jurisprudence, d'obligation de « prévention des risques professionnels ». La différence demeure importante puisque par ces termes les juges entendent que l'employeur, s'il veut dégager sa responsabilité, doit démontrer avoir mis en œuvre l'intégralité des principes généraux de prévention prévus aux articles L.4121-1 et L.4121-2 du code du travail, lesquels commandent en premier lieu d'éviter les risques, et les textes particuliers s'ils existent.

Une jurisprudence peu compatible donc avec l'orientation de poursuite à tout prix de l'activité économique choisie par le gouvernement, ce qui explique la passe d'armes entre Pénicaud et les organisations patronales du BTP, ces dernières craignant de voir se multiplier les mises en cause de leurs adhérentEs. Le chantage au chômage partiel et le tampon du gouvernement sur le communiqué précité ont néanmoins fait rentrer dans le rang ce segment du patronat.

Le ministère du Travail s'emploie maintenant à publier des fiches pratiques listant les mesures de prévention à mettre en œuvre métier par métier. Ces fiches, alpha et oméga de la prévention des risques pour le gouvernement, ne font aucunement référence aux dispositions du code du travail : le « geste barrière » est roi – et chaque salariéE comptable de sa bonne exécution – alors que la loi prévoit de combattre le risque à la source et d'adapter le travail à l'homme. Mais qu'importe, elles ont une « valeur normative », puisque Pénicaud l'a dit ! Les interprétations tronquées présentent néanmoins le risque d'être infirmées au bout du compte par unE juge qui prendrait son métier à cœur. Aussi le gouvernement a-t-il entrepris

de modifier des pans entiers du code du travail. La loi d'urgence sanitaire habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances prévoyait de « limiter les ruptures de contrats de travail ».

La préoccupation est juste, et les inspecteurs/rices du travail constatent actuellement nombre de ruptures de périodes d'essai ou de licenciements sauvages au prétexte de la crise sanitaire. Mais évidemment pas question pour le gouvernement d'interdire les ruptures de contrat, même provisoirement. La solution, pour le gouvernement, passe par le chômage partiel, qui permet surtout de transférer le paiement des salaires sur les fonds publics et sur l'impôt, tout en laissant intacts les profits des grands groupes voire en permettant à certains de se sucrer au passage (le Printemps et les constructeurs automobiles par exemple).

À la réquisition des profits, le gouvernement préfère la réquisition des jours de congés ou de repos. Ainsi, jusqu'à seize jours de congés payés, de réduction du temps travail, ou mis de côté sur les comptes épargne-temps, pourront être imposés unilatéralement par l'employeur avec un délai de prévenance dérisoire d'un jour franc. Sous l'apparence d'une solution visant à maintenir l'intégralité du salaire pour limiter le chômage partiel, il s'agit d'un véritable hold-up : car ces jours ne sont pas à disposition au patronat à qui il a fallu les arracher par la lutte.

Le gouvernement organise donc un véritable détournement de la vocation de ces jours, qui sont un temps de repos, de loisir, de sortie, de voyage, de culture, d'éducation. Tout l'inverse du confinement ! On prive ainsi les salariéEs d'un temps qu'ils et elles auraient utilisé à reprendre leur vie sociale hors travail une fois le confinement terminé. Quant au « verrou » de l'accord nécessaire pour imposer les dates de congés payés il est bien illusoire quand on sait que dans les petites entreprises une consultation du personnel sous pression du patron suffit pour faire avaliser n'importe quel recul.

Cerise sur le gâteau, les entreprises de certains secteurs (fixés par décret) pourront de droit augmenter les durées horaires maximales du travail (quotidienne de 10 à 12, hebdomadaire absolue de 48 à 60, hebdomadaire moyenne de 44 à 48 sur 12 semaines), la durée maximale de travail quotidien des travailleurs-euses de nuit (de 10 heures à

12), diminuer les temps de repos quotidien (de 11 heures à 9) et faire travailler le dimanche, sans autorisation administrative.

Il sera donc possible de faire tourner certaines productions 24h/24 et 7j/7 au mépris des règles encadrant la durée du travail, dont l'excès est facteur de fatigue, de maladies et d'accidents. Si l'on peut concevoir la nécessité de garantir et d'accroître la production de certains biens vitaux, sans socialisation des moyens de production sous contrôle des travailleur/euses décidant des rythmes et des mesures de sécurité, cette mesure laissée à la main des entreprises servira surtout à leur garantir une rente et une part de la plus-value absolue (et donc de profit) au prix d'une exploitation effrénée.

Et ce ne sont pas les contrôles de l'administration qui limiteront la toute-puissance patronale dans ce contexte. Alors qu'en Belgique les services de l'inspection du travail s'attellent à vérifier in situ les mesures de prévention mises en œuvre par les entreprises et ordonnent la fermeture des plus dillettantes, en France le gouvernement s'efforce de la désactiver, avec succès malheureusement.

Une ordonnance aurait pourtant suffi à doter les agentEs de l'inspection du travail d'un pouvoir d'arrêt d'activité, comme cela existe pour les travaux en hauteur sans protection. Les instructions adressées aux agentEs de contrôle par la Direction générale du travail, qui est à la fois l'autorité centrale de l'inspection du travail et l'administration qui met en musique la politique travail du gouvernement, sont ainsi en décalage complet avec la gravité de la situation.

La première, en date du 13 mars, consistait à leur défendre de se prononcer sur l'existence d'un danger grave et imminent, rappelant que cette prérogative appartient aux seulEs juges, alors même que le ministère prend position à tort et à travers sur le sujet, dans un sens défavorable aux salariéEs évidemment. Les inspecteurs/rices du travail sont également sommés d'éviter tout déplacement en entreprise, sauf cas d'extrême urgence et après avertissement préalable de l'employeur/euse. Ils et elles n'ont d'ailleurs dans nombre de départements aucun masque ou équipement de protection à leur disposition. Continuant sur cette lancée, le ministère a ordonné aux agentEs de s'accorder

avec la Direction générale du travail, au prétexte « d'homogénéiser » le traitement de ces situations, avant toute intervention concernant une alerte pour danger grave et imminent liée au Covid-19, a proscrit – en réaction à l'action auto-organisée de certainEs agentEs de contrôle, l'envoi de lettres-types de rappel de la réglementation aux entreprises, et menace les récalcitrantEs de voir leur responsabilité engagée. Les lettres de recadrages et d'avertissements pleuvent.

La convention n°81 de l'Organisation internationale du travail comme les dispositions du droit national relatives à l'indépendance et à la liberté de décision – même si elles n'ont toujours conféré qu'une protection relative et contingente aux inspecteurs et inspectrices – sont ainsi réduites à des chiffons de papier. Le régime de caserne institué au ministère du travail ne fait que prolonger et amplifier une politique de reprise en main initiée voilà plusieurs années. Nul doute que Pénicaud et son encadrement tenteront de le perpétuer. Il serait illusoire de penser que ces régressions cesseront avec la levée du confinement. Bien des mesures prises sous état d'urgence après les attentats de novembre 2015 ont été transcrites dans le droit commun. D'ores et déjà les ordonnances sont prévues pour durer jusqu'à la fin de l'année 2020. À la guerre contre le virus succédera une guerre contre la récession qui pourra justifier du point de vue de la bourgeoisie la prolongation de lois et règlements aujourd'hui présentés comme extraordinaires.

L'exemple de l'État espagnol le montre : le gouvernement envisage de contraindre les salariéEs des secteurs non-vitaux à rattraper les heures perdues, ce qui conduit de facto à augmenter la durée légale du travail. Il est donc vital pour notre camp social de militer dès à présent pour l'abrogation des mesures d'exception et imposer des mesures anticapitalistes qui n'en sont que plus urgentes, à commencer par l'interdiction des licenciements et des ruptures de contrats de travail ainsi que la réquisition des entreprises pour assurer, sous le contrôle des travailleurs/ses, l'organisation des productions vitales. □

**Article initialement publié par Contretemps web.**

# Produire des diplômes coûte que coûte, n'importe comment? Quand l'université perd les pédales

PAR KEVIN (BIATSS RENNES)

*L'annonce de la fermeture des universités par Macron le 12 mars est tombée une semaine seulement après la mobilisation d'ampleur du 5 mars dans l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR).*

**D**es milliers d'enseignantEs, docteurEs, précaires, BIATSS et étudiant-es étaient sorti-es dans la rue pour protester contre la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage et la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). C'est ce dernier projet de loi qui a mis le feu aux poudres: une nouvelle étape de la politique qui se poursuit depuis des années et qui vise à mettre le service public d'enseignement supérieur et de recherche au service de la course au profit: réduction des coûts, privatisation des secteurs rentables et prise de contrôle sur les orientations de la recherche.

## LE COVID-19: RÉVÉLATEUR DE LA FAILLITE DE LEUR POLITIQUE DE RECHERCHE

La politique menée dans l'ESR depuis 30 ans explique en grande partie le retard pris dans la recherche en immunologie ou sur les virus de type Covid-19. Des chercheurs comme Bruno Canard, directeur de recherche au CNRS, travaillant sur les virus ou encore Gérard Chaouat immunologiste, chercheur CNRS, expliquent bien la situation: le retard pris depuis 2003 dans la recherche sur les coronavirus est directement lié à une politique de financement de la recherche par appels d'offres qui oriente les travaux vers des sujets «en pointe», «prioritaires», à la mode ou «susceptibles de débouchés importants»... Cette politique, dénoncée par l'ensemble des chercheurs/ses ne permet pas d'engager des programmes ambitieux et de long terme et enferme la recherche dans des stratégies court-termistes (produire un résultat rapidement) et répétitives (on reproduit ce qui a déjà donné des résultats pour être sûr d'en obtenir à nouveau...).

La recherche sur les coronavirus depuis 2003 aurait dû consister en une multiplication de projets exploratoires qui nous aurait permis d'être en capacité de réagir

rapidement face à l'apparition d'un nouveau virus comme le Covid-19.

Si l'on veut une recherche qui fonctionne et réponde aux besoins de la population, il faut la dégager des logiques compétitives, des financements privés et de la précarisation permanente de ses personnels.

## UNE CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE EN TROMPE-L'ŒIL

Depuis la fermeture des universités et à l'instar de Jean-Michel Blanquer, les présidents d'université n'ont qu'un mot à la bouche: la continuité pédagogique.

Depuis des années, on aurait aimé entendre parler de «continuité pédagogique» quand des étudiantEs se voient retirer leur titre de séjour, quand ils se retrouvent sans toit, sans emploi, sans argent pour se nourrir et quand leur présence en cours est si rare parce qu'ils doivent travailler.

Aujourd'hui, alors que les universités sont fermées, que signifie cette «continuité pédagogique»? Si les enseignantEs ou les personnels peuvent bien entendu maintenir un lien, pédagogique ou de soutien, avec les étudiantEs, il ne peut s'agir de continuer d'enseigner comme avant. Face au confinement, les inégalités se creusent et se trouvent exacerbées: inégalités sociales, scolaires, territoriales, de langue, numériques...

Alors que bien des enseignantEs et des personnels doivent aussi assurer la garde de leurs enfants et organiser leur vie de confinés, les injonctions quasi quotidiennes des directions d'université à la «continuité pédagogique» sont autant de facteurs anxigènes et culpabilisants alors que l'urgence est avant tout sanitaire et au respect des droits des salarié-es.

Et que dire des examens en ligne qui ont déjà lieu dans certaines universités après seulement 2 semaines de confinement? Ces épreuves se déroulent dans des conditions aberrantes: les services informatiques ne

peuvent suivre, les étudiantEs n'ont pour certainEs pas les outils informatiques nécessaires, les aménagements d'examens pour les étudiant-es en situation de handicap ne sont pas respectés...

En vantant les mérites des applications numériques privées (et onéreuses), les directions d'université et les directions d'UFR veulent produire, coûte que coûte, des diplômes, en s'affranchissant des procédures et des règlements. La loi d'urgence sanitaire votée le 23 mars permet d'ailleurs aux directions de faire à peu près ce qu'elles veulent en termes d'examens.

Une partie de l'effort de «continuité pédagogique» repose sur les précaires (vacataires notamment). Le ministère vient pourtant de diffuser une note indiquant que les vacataires qui ne pourront effectuer leur travail en raison de la fermeture des universités ne seront pas payés, contredisant ce qui avait été annoncé par certaines directions d'université.

## RÉSISTER COLLECTIVEMENT

Ainsi, à l'heure actuelle, aucun examen en ligne ne doit se dérouler, et le ministère doit acter de l'incapacité de tenir des évaluations et mettre en place des modalités d'évaluation qui en tiennent compte. Face à cette situation inacceptable, l'urgence est de résister le plus collectivement possible, de briser l'isolement des personnels et l'éclatement des cadres que nous avons construits pour le 5 mars. Certains collectifs et syndicats tiennent bon et continuent de tenter une coordination des résistances pendant le confinement. Il faut renforcer ces cadres et revendiquer notamment le maintien des rémunérations de stages pour les étudiants stagiaires, le maintien de l'ensemble des rémunérations, des congés (dont les RTT), le droit à la déconnexion, la prolongation de tous les contrats en cours dans l'enseignement supérieur comme dans la recherche pour une durée au moins égale à celle du confinement. □

# Les femmes en première ligne

PAR CALIE AUTIERI

*La crise sanitaire qui nous touche met en avant de manière saillante les inégalités qui traversent la société. Quand les cadres peuvent télétravailler, les plus précaires continuent à aller au travail, à s'exposer au virus, mais aussi aux contrôles et à la répression. Au-delà du rapport de classe évident, les inégalités de genre sont décuplées également et les femmes se retrouvent en première ligne pour gérer la pandémie.*

**A** lors que l'irresponsabilité du gouvernement dans sa gestion de la crise n'est plus à démontrer et que tout le matériel nécessaire à la protection et à la sécurité des travailleurs/ses et plus généralement de toute la population fait cruellement défaut faute d'anticipation, les métiers liés à la reproduction sociale (soin, ménage...) se retrouvent sévèrement exposés au virus et à des conditions de travail intenables.

## LE TRAVAIL REPRODUCTIF PLEINEMENT EXPOSÉ

Parmi ces femmes en première ligne, les infirmières, qui s'occupent des patientEs infectéEs par le virus, dans un contexte de pénurie de masques et de protection, de pénurie de respirateurs, qui rendent le travail des soignantEs encore plus anxiogène. Elles ne comptent plus leurs heures de travail : anxiété, rythme de travail décuplé, absence de pause, impossibilité de décrocher du travail une fois la journée terminée, stress d'exposer sa famille au virus quand le foyer représente le premier vecteur du virus en période de confinement... le tout pour un salaire trop bas. Les directions des hôpitaux gèrent la crise de manière inégale : certaines s'efforcent, avec les moyens qu'elles ont, de rendre le travail de chacunE moins insupportable quand d'autres réservent par exemple les masques les plus performants aux personnels de directions, laissant les soignantEs en contact direct avec les patientEs, dont les infirmières, avec des masques moins efficaces.

Les conditions de travail pour les infirmières sont d'autant plus lourdes et difficiles qu'elles s'inscrivent dans une logique de casse des services publics et notamment des hôpitaux, qui dure depuis des années et qui a vu notamment diminuer les effectifs dans tous les services. Reconnaître l'infection par le

Covid-19 comme maladie professionnelle pour les soignantEs était la moindre des choses, mais encore aurait-il fallu les protéger avant. Pour cela, il aurait fallu tirer les leçons de ce qui se passait en Chine et en Italie, réagir plus vite en privilégiant la sécurité des travailleurs/ses sur le fonctionnement des entreprises et les marchés, pour éviter de surexposer des travailleur/ses au virus. Les infirmières, déjà épuisées, vont devoir faire face en France, comme ailleurs, au pic de la pandémie alors qu'elles travaillent déjà beaucoup trop. Épuisement physique et psychologique, en plus du risque accru de contamination, seront autant de graves séquelles de cette crise sanitaire.

Mais dans les hôpitaux, les femmes sont aussi très nombreuses parmi les agentEs d'entretien, elles et eux aussi très exposéEs au virus dans des conditions matérielles catastrophiques. Au CHU de Nantes par exemple, les personnels d'entretien de la société Onet santé ont exercé leur droit de retrait le lundi 16 mars. Les agentEs, des femmes non blanches pour la très grande majorité, dénonçaient notamment le manque de désinfectant, qui leur faisait défaut depuis deux semaines déjà. Dans un contexte de difficulté de garde d'enfants, leurs conditions de travail étaient d'autant plus dégradées. Elles interviennent dans les salles d'attentes, les blocs, les halls, les salles de consultation ou encore en gériatrie face aux personnes les plus exposées, sans matériel de protection adapté. Face à la crise sanitaire, les agentes ont décidé de reprendre le travail dès le mardi, alors que 32 personnes étaient en grève le mardi, et avec l'idée de reprendre le mouvement ensuite.

De même pour les ATSEM et les assistantes maternelles qui ont, pour les premières, assuré le ménage des écoles après le premier tour des élections municipales puis accueilli des enfants

le lundi 16 au matin sans protection pour ensuite être réquisitionnées pour travailler dans les EPHAD, auprès des populations les plus à risque. Les assistantes maternelles sont quant à elles réquisitionnables pour garder les enfants des personnels soignantEs. Si ces mesures, nécessaires pendant la crise, peuvent se comprendre, l'absence de protection suffisante pour les travailleuses est proprement criminelle. Comme les caissières, qui côtoient tous les jours un grand nombre de personnes sans protection suffisante et parfois sans protection aucune, elles sont les personnes les plus exposées au virus et les plus oubliées des « mesures » déjà insuffisantes du gouvernement.

Or, l'exercice du droit de retrait dans les secteurs de la reproduction sociale est particulièrement difficile : il s'agit de secteurs où les femmes prennent soin des autres, où les tâches qui leurs incombent permettent aux autres de vivre mieux ou de pouvoir travailler dans de bonnes conditions. Souvent, l'idée même de se mettre en grève génère une forme de culpabilité, il s'agit presque d'un tabou dans des sociétés qui comptent sur une partie de leur population pour prendre soin des autres. Pourtant, outre la précarité qui touche souvent les métiers « féminisés », la crise sanitaire actuelle légitime pleinement l'exercice du droit de retrait, quand la sécurité des travailleurs/ses n'est absolument pas assurée.

Il faut informer les travailleuses de leur droit, les accompagner dans leurs luttes et démarches. Ce travail est d'abord celui des organisations syndicales dans chaque secteur qui ont une responsabilité énorme en cette période de crise. Il faut produire des outils d'information,





assurer la protection des salariéEs, les soutenir et surtout exiger du gouvernement les mesures de sécurité et de protections nécessaires. La période de crise n'est pas l'extinction des luttes, elle révèle au contraire toutes les inégalités qui traversent nos sociétés et elle doit être un moment de lutte et de vigilance accrues.

### LE REPLI SUR LA RÉPARTITION GÉNÉRÉE DES TÂCHES DOMESTIQUES

Mais le confinement, c'est aussi pour les femmes assurer plus que jamais les tâches domestiques qu'elles assurent déjà pour la grande majorité d'entre elles, mais auxquelles s'ajoute la charge des enfants à plein temps. Avec la fermeture des écoles et la mise en place des « classes à la maison » dans le contexte de la continuité pédagogique, les enfants sont supposés continuer à travailler, recevoir des devoirs, avec l'aide des parents. Une charge supplémentaire pour les femmes, travailleuses ou non par ailleurs.

Pour les mères célibataires, la tâche est clairement insurmontable : assurer un travail depuis chez soi ou s'occuper de

foyers : ennui, consommation d'alcool plus grande... sont autant de mélanges explosifs et très dangereux dont les femmes, comme les enfants, vont être les premières victimes. Outre les hôpitaux surchargés, les procédures – déjà complexes en temps normal – sont quasiment impossibles à mettre en place. Si Marlène Schiappa a annoncé que l'éviction du conjoint serait systématique dans les cas de violences conjugales, la réalité est de loin bien plus sombre. Les plateformes d'aide reçoivent beaucoup de demandes d'ordonnances de protection pour évincer le conjoint violent. Mais dans la pratique, comment envoyer les dossiers ? Par mail ? Comment être sûr qu'ils arrivent à la personne demandeuse ? Il faut des moyens pour mettre en place les séances et dispositifs d'aide, qui n'ont pas vraiment été débloqués. Il faut aussi des certificats médicaux pour les demandeuses, qu'ils soient valables par mails, que quelqu'un constate les violences physiques, évalue le stress post-traumatique... le tout sans contact physique. C'est mission impossible. Sans compter que dans

les cas où la procédure aboutirait, se pose la question de savoir où le conjoint violent peut être « évincé ».

Là encore comme pour les hôpitaux et les services publics en général, la crise agit comme un révélateur du manque de moyens alloués à la question des

violences sexistes et sexuelles. Pourtant, les féminicides sont de plus en plus dénoncés, les journées des 23 et 25 novembre ont révélé à quel point la population comprends et rejette les effets du patriarcat sur les femmes. Les mesures prises par le gouvernement sont loin d'être à la hauteur et la crise sanitaire pourrait compter aussi les femmes mortes sous les coups de leur conjoint.

Le confinement et la restriction d'accès aux associations, tout comme la restriction de leur ouverture, pose aussi problème pour l'accès à l'IVG. Certains établissements hospitaliers et certains centres de planification n'assurent plus leurs missions dans ce domaine,

et l'IVG instrumentale se voit entravée par la fermeture des créneaux de bloc opératoire, mais aussi par le manque de matériel de protection pour le personnel d'accueil et soignant. De même, les centres pratiquant l'IVG médicale ferment pour protéger leurs salariéEs. Sans compter la crainte de certaines femmes de se rendre dans les hôpitaux en pleine épidémie. Vu la situation et vu les délais d'attente, certaines femmes pourraient renoncer à exercer leur droit ou bien se retrouver hors du délai légal pour avorter. La demande d'allongement du délai déposée la semaine dernière dans un amendement au Sénat a été rejetée par une majorité de sénateurs.

Il est important de rappeler aux femmes tous les droits dont elles disposent mais il faut surtout exiger que tous les moyens pour assurer ces droits fondamentaux et urgents soient déployés. Le gouvernement a montré que ces moyens existent, encore faut-il les déployer pour les secteurs qui en ont vraiment besoin et non dans le souci du maintien des intérêts capitalistes !

### APRÈS LA CRISE : LES FEMMES PLUS DUREMENT TOUCHÉES

L'après Covid-19 sera d'autant plus dur pour les femmes également. Avec le développement du chômage, conséquence inévitable de la crise, les femmes qui sont entrées au foyer pendant le confinement vont, pour une certaine partie d'entre elles, y rester, ce qui va faire perdurer voire décupler les difficultés déjà existantes. Plus précises, dans un système capitaliste qui fait la chasse aux pauvres, elles vont devenir la variable d'ajustement d'un gouvernement bien plus occupé à servir ses propres intérêts.

Il est urgent de nous organiser pour faire entendre les revendications féministes qui sont de plus en plus massives et visibles en France, pour faire valoir les droits des femmes. Organiser la solidarité à la base est nécessaire, mais nous organiser entre nous pour lutter l'est tout autant, pour aider les femmes, les travailleuses pendant la crise, mais aussi pour construire l'après-crise, qui pourrait voir reculer des droits fondamentaux. Alors que la question de la grève féministe a été portée à l'occasion du 8 mars, il faut la renforcer et continuer nos luttes ! □



Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

toutes les tâches d'un foyer, parfois de ses voisins, des personnes de son immeuble, et faire la classe ou assurer le suivi pédagogique de ses enfants... Le confinement est clairement inégalitaire !

### VIOLENCES CONJUGALES ET PRISE EN CHARGE DES FEMMES

Mais rester confiner, pour les femmes, c'est aussi possiblement rester enfermée avec un conjoint violent. La question des violences est décuplée par la situation de confinement, tant les moyens pour fuir un conjoint violent sont difficiles. Le huis clos peut aussi s'avérer être un révélateur ou accélérateur de violences dans certains

# Les sans-abri confinés par un gouvernement en carton

PAR GAËLLE CRÉAC'H

*Parmi les annonces gouvernementales, certaines concernent les personnes sans abri. Il ne s'agit pas d'un sursaut d'humanité de nos dirigeantEs mais de la prise de conscience du danger pour toutes et tous que représentent des milliers de personnes toujours en errance.*

**C**omment se confiner quand on est à la rue alors qu'on vit en groupe pour se soutenir, qu'on sollicite le passant pour manger, qu'on vit nombreux dans des squats ou des abris de fortune dans lesquels l'isolement est impossible et la promiscuité imposée...

## LA FAILLITE DES POLITIQUES DE SANTÉ

Si la pandémie impose aujourd'hui d'agir rapidement auprès de ces populations, c'est bien parce que les politiques mises en place depuis des années sont consternantes : manque cruel de places d'hébergement, politique de l'hébergement d'urgence au thermomètre qui conduit à abriter une partie des sans abri quelques mois l'hiver pour les remettre à la rue au printemps, expulsion des logements, des squats, démantèlement des campements et terrains, faibles moyens attribués aux associations, aux services sociaux... pour garantir aux personnes un accompagnement social efficace et durable.

L'accès au droit à la santé s'est particulièrement durci ces dernières années, notamment l'accès à l'Aide médicale de l'État. Plutôt que de stigmatiser le SDF ou le migrant, ne faudrait-il pas s'inspirer de la mesure prise récemment au Portugal de régulariser les étrangers et étrangères en situation irrégulière afin qu'ils et elles bénéficient d'un accès aux soins ?

## MACRON ATTENTIF AUX PLUS PRÉCAIRES ? LES PAROLES ET... LES ACTES !

Le 16 mars, Macron demandait d'être attentifs aux plus précaires et déclarait faire en sorte « avec les grandes associations, avec les collectivités locales et leurs services, qu'ils puissent être nourris, protégés, que les services que nous leur devons soient assurés ». Enfin ? Rappelons que le dispositif hivernal 2019-2020 de mise à l'abri a été saturé cet hiver encore plus rapidement que les autres années. Beaucoup sont restés dans la rue, renvoyés sur les accueils de jour à défaut d'avoir un accueil

de nuit. Appeler le 115 est un véritable cauchemar et un travail à temps plein. En Seine-Saint-Denis, il n'est pas rare d'attendre en journée 2h30 qu'unE écoutantE décroche. Quoi qu'il en soit, au bout de 3 h, ça raccroche. Il faut donc du temps, de la patience... et un téléphone pour appeler et être rappelé.e puisqu'on ne vous dira pas lors de votre appel si vous avez une place.

Cet hiver, des centaines de personnes ont été exclues du dispositif de mise à l'abri, faute de moyens, faute de place. Les salles d'attente des urgences des hôpitaux ont été envahies par ces excluEs du plan hivernal. Ce sont ces personnes qu'il faut en urgence héberger depuis mi-mars, sans beaucoup plus de moyens, sans anticipation. Pour éviter le pire, Macron a décidé de reporter de deux mois la fin de la trêve hivernale ce qui signifie qu'il n'y aura pas d'expulsion locative, de coupure de gaz et d'électricité d'ici à la fin mai. Un sursis, pas un moratoire. Cela signifie aussi que les places et structures d'hébergement sont prolongées. Le ministère de la Ville et du Logement a annoncé la mise à l'abri de 2 000 personnes dans des hôtels depuis le 16 mars « suite à un engagement fort de l'État » ! En Seine-Saint-Denis, 350 familles auraient été mise à l'abri depuis le 16 mars, essentiellement en hôtel. Des centres ouvrent pour accueillir les personnes hébergées présentant des symptômes ou étant malades mais ne relevant pas d'une hospitalisation. Mais qu'en est-il des autres, pas encore hébergés mais déjà malades ?

## DES ASSOCIATIONS SANS DIRECTIVE ET SANS MOYENS

Les associations ont dû réagir rapidement et sans directive particulière si ce n'est celle de poursuivre l'activité. Comme dans les autres secteurs qui doivent impérativement maintenir leur activité, les équipes d'accueil ou de maraudes du secteur social ont dû faire face à un cruel manque de moyens (gel, gants, masques...) s'exposant et exposant les publics rencontrés et accueillis aux risques de contamination.

Pour les personnels, le dilemme est quotidien entre la volonté de maintenir les missions d'accueil des publics en souffrance et la volonté de se protéger, de protéger ses proches, le refus de travailler dans des conditions dégradées, la volonté d'exercer son droit de retrait si nécessaire.

## DES MESURES D'URGENCE

D'alarmante, la vie des sans abri vire depuis début mars au cauchemar. Dès les premiers signes de la pandémie, ils et elles ont été excluEs des urgences des hôpitaux, puis des lieux publics qui ont fermé sans que les places d'hébergement ouvrent en nombre suffisant. Les activités de survie de beaucoup d'entre eux et elles ont été stoppées net (Uber, chantiers, nettoyage, ferraille, vente à la sauvette...) les privant ainsi de leurs maigres ressources. Les lieux de distribution de l'aide alimentaires sont saturés et doivent se réorganiser dans l'urgence pour tenter de répondre à la demande...

Ainsi donc, des mesures d'urgence s'imposent :

- réquisitionner les espaces privés et publics qui peuvent héberger les personnes dans des conditions dignes et décentes ;
- réquisitionner les hôtels à la périphérie des grandes villes — là où des logements sociaux auraient dû être construits ;
- garantir à chacunE la possibilité de se nourrir ;
- garantir aux équipes d'accueil et d'intervention et aux personnes accueillies les moyens de se protéger : gants, masques, gel ou savon...
- renforcer l'effectif des équipes afin d'accueillir touTEs celles et ceux qui en ont besoin sans limitation tout en restreignant le nombre de contact par salariéE ou bénévole ;
- que les CSE soient informés et consultés sur les organisations du travail et des horaires liées à la pandémie, sur la mise en place du télé-travail, que le droit de retrait soit respecté. Et au-delà, c'est l'ensemble des politiques en direction des précaires et des sans abri qu'il faut revoir pour éradiquer la pauvreté. □

# Pandémies ou écosocialisme, il va falloir choisir!

PAR FRÉDÉRIC MALVAUD

*Suite à l'article de Sonia Shah<sup>1</sup> dans le Monde diplomatique de mars, un début de débat dans la Commission écologie du NPA a posé la question de la pertinence ou pas du lien entre les questions d'environnement et les pandémies.*

La question me paraît légitimement posée. En effet, on peut se demander si le lien entre la déforestation qui induirait une augmentation des contacts entre Homo sapiens et d'autres espèces (en particulier les chauves-souris) est réel à l'heure où on indique bien que les humains ont «perdu» le contact avec la nature. Il paraît en effet intuitif de penser que les populations d'avant le capitalisme et plus encore d'avant le néolithique devaient être plus en contact avec la faune sauvage, donc du coup plus exposées aux dites pandémies.

## LES VIRUS

Avant d'entrer dans le débat, il me semble indispensable de faire le point sur les pathogènes (en particulier les virus) et leur place dans les écosystèmes.

Il y a en fait deux types d'écosystèmes sur la planète: ceux que tout le monde connaît bien, constitués en résumant d'unités paysagères associant un environnement physico-chimique dénommé biotope et une communauté vivante, caractéristique de ce dernier, la biocénose<sup>2</sup> et ceux que l'on a tendance à oublier qui ne sont pas des unités paysagères, mais les individus de chaque espèce. En effet, chaque individu humain par exemple abrite en lui une biocénose propre à l'espèce et en même temps individuelle. Nous hébergeons en nous plus de bactéries ou virus que de nos propres cellules constitutives.

Ainsi, le génome humain rassemble 100000 fragments d'ADN rétroviral, soit 8% du total<sup>3</sup>. Les virus ont évolué pour se disperser, les génomes de l'hôte pour en freiner l'expansion. C'est la coévolution, constitutive du vivant. Si ces micro-organismes existent au sein de chaque individu de chaque espèce, c'est que la sélection naturelle ne les a pas éliminés et donc qu'ils ont trouvé leur place. Cela concerne aussi les pathogènes.

Si un pathogène est trop pathogène (il élimine trop de ses hôtes ou trop vite), il va vite disparaître car pour exister il a non seulement besoin d'exister dans l'individu mais aussi de «sauter» dans d'autres individus, faute de quoi la mort du premier individu infecté constituerait... la fin du pathogène lui-même!

En arrivant dans le premier individu (par mutation par exemple), le virus s'insère dans le génome de l'hôte dont il va être dépendant pour assurer sa reproduction (il utilise la machinerie cellulaire de l'hôte pour assurer sa répllication et sa synthèse). Au passage, les virus ne seraient pas des «organismes vivants» puisqu'ils ne sont pas autonomes. Mais c'est un autre débat!<sup>4</sup>

Le virus crée un bouleversement (son caractère pathogène), la «victime» va se défendre et au bout d'un moment (quelques centaines de milliers ou millions d'années) les deux ont «intérêt» à un armistice! Une espèce d'équilibre (instable certes) garantissant la survie des deux.

Le virus (ou autre pathogène) a intérêt à se faire quelque peu oublier et donc à payer un «loyer». Il apporte trois avantages majeurs à l'hôte :

- Une variabilité génétique (il modifie le génome!) lui assurant des capacités hors normes de survie face à des changements brutaux dans les écosystèmes.
- Une participation à la défense immunitaire de l'hôte. C'est toujours dans le système immunitaire que l'on trouve le maximum de variabilité génétique chez un être vivant.
- Une participation aux codages génétiques des protéines, indispensables à la vie de l'hôte.

Dans certains cas, on peut même parler de «parasites domestiqués»: non seulement ils ne sont plus pathogènes mais défendent activement leur hôte! Cela a été bien montré par exemple dans des relations entre certains virus et des poissons<sup>5</sup>.

De longues coévolutions conduisent à

ce que certaines espèces soient des «réservoirs» à virus. Ceux-ci ne sont plus (ou à la marge) pathogènes pour l'hôte mais vivent avec lui en permanence. On suppose que lors de la 5e grande crise d'extinction (il y a 66 millions d'années) des virus ont littéralement «trouvé refuge» chez de nouveaux arrivants, les chauves-souris<sup>6</sup>. Il en serait de même pour les oiseaux qui sont en fait des dinosaures aviens, les seuls survivants dinosauriens de la grande crise.

C'est certainement pour cette raison que chauves-souris et oiseaux sont souvent impliqués dans les dernières maladies virales émergentes (SRAS, Ebola, Nipah, etc.). Je vais y revenir.

Cette place importante des pathogènes dans le vivant est bien mise en évidence dans un texte qui circule sur le net appelé: «Appel du covid-19 aux terrestres bipèdes»<sup>7</sup>. C'est ce qui justifie aussi le positionnement de la philosophe Claire Marin<sup>8</sup> qui remet en cause l'expression présidentielle (discours d'Emmanuel Macron) de situation de guerre et écrit fort justement: «*A mon sens, il ne s'agit pas d'une guerre, parce qu'il n'y a pas d'ennemi. Il n'y a pas d'ennemi quand il n'y a ni intelligence humaine, ni intention de nuire. Il s'agit d'un phénomène biologique qui nous menace et nous met à l'épreuve, mais ce n'est pas une guerre. Penser les maladies sur le modèle de la guerre, c'est se méprendre sur l'essence du vivant. Je ne suis pas sûre que cela aide ni à se représenter la maladie, ni à en comprendre le fonctionnement*». Et je rajouterai, ni surtout à s'y affronter!

Tout ceci pour dire que les pathogènes sont normalement parmi nous et en nous, que nous devons nous y adapter et agir pour éviter de leur offrir les meilleures conditions pour être dangereux, donc, comme le dit fort bien le philosophe Baptiste Morizot: «*Il faut transformer en profondeur notre compréhension philosophique du vecteur évolutif, grâce à l'écologie scientifique*

*pour passer de l'idée du plus apte pensée en termes de performance, à l'idée de survie du mieux relaté. Qui a la meilleure "fitness" ? C'est celui qui a le rapport le plus harmonieux à la pérennité de ses proies, la meilleure entente avec ses rivaux, le rapport le plus généreux avec ses mutualistes, le moins toxique avec ses parasites, le moins destructeur pour ses hôtes, le plus respectueux envers ses facilitateurs. Voilà qui survit, c'est-à-dire dispose à terme de la meilleure reproduction différentielle»<sup>9</sup>.*

## LES PANDÉMIES

Alors justement parlons des conditions qui ont permis ces maladies dites « émergentes » et plus globalement des pandémies.

Elles ne datent pas d'aujourd'hui. Tout le monde a en tête celle qui a marqué notre imaginaire, la « grande peste noire » du 14<sup>e</sup> siècle. On estime qu'elle a tué de 30 à 50% des EuropéenEs en cinq ans faisant environ 25 millions de victimes, puis s'est prolongée de manière plus sporadique jusqu'au début du 19<sup>e</sup> siècle. La maladie résulte d'un pathogène, une bactérie. On trouve alors deux paramètres ayant permis le déclenchement de la pandémie : la circulation accélérée des populations humaines (en l'occurrence invasions et guerre) et un vecteur intermédiaire (le rat noir) entre le porteur sain du pathogène (des puces) et Homo sapiens.

Ce qui est nouveau est que l'on a cru éliminer les pandémies grâce aux avancées scientifiques et sanitaires et que ce n'est pas le cas. On a cru que la « grippe espagnole » de 1918-1919 allait être la dernière des pandémies.

Non seulement elles font leur retour mais sous la forme de maladies « émergentes » car on ne connaissait pas précédemment les pathogènes en cause qui semblent (et sont très probablement) issus de spéciations récentes, mais aussi sous la forme de « zoonoses » (transmissions de l'animal à l'humain). Globalement les maladies infectieuses, dont celles propres à Homo sapiens (et qui ne sont donc pas des zoonoses) font 18,3 millions de morts par an<sup>10</sup>.

Pour y voir plus clair, une petite revue de certaines des zoonoses récentes ou plus anciennes :

- Le VIH donnant la maladie appelée SIDA. Ce virus identifié en 1983 fait 3 millions de morts par an. Il existait chez les chimpanzés. Le passage à l'humain s'est fait en Afrique via la chasse

massive (viande de brousse) et l'impact de la déforestation qui a permis cette chasse massive dans le contexte de populations concentrées et urbanisées. La mondialisation a fait le reste via les échanges exponentiels<sup>11</sup>.

- Le virus du SRAS identifié en 2003. C'est un coronavirus (comme le covid-19) et comme le banal rhume. Le berceau de l'épidémie est en Chine. L'origine vient d'un passage des chauves-souris forestières à l'humain via un petit mammifère, la civette, victime d'une chasse intensive. La population importante, les mauvaises conditions d'hygiène sur les marchés<sup>12</sup>.

- Le paludisme est une maladie causée par un plasmodium (eucaryote unicellulaire) transmis à l'humain par un moustique, découvert en 1880. Même si l'on suppose qu'il infecte Homo sapiens depuis 50 000 ans, il s'est surtout développé et donc devenu une importante cause de mortalité depuis les défrichements du néolithique (il y a 6000 ans) qui ont conduit à la formation d'eaux stagnantes sans les prédateurs des moustiques, au contact de populations humaines plus importantes et concentrées. Dans l'écosystème naturel, le moustique ne peut pas facilement prospérer et les infections sont insuffisantes pour faire passer le parasite chez l'humain. C'est une maladie du néolithique, qui est présente surtout en Afrique et est encore la première cause de mortalité infectieuse au monde (200 millions de malades, 400 000 décès par an)<sup>13</sup>.

- Le virus Nipah en 1998. Il est apparu en Malaisie et la déforestation pour des élevages de porcs est en cause. Les chauves-souris forestières ont été privées d'habitats et se sont tournées vers un milieu de substitution, les plantations d'huile de palme, puis leurs déjections ont infecté les élevages intensifs de porcs et le virus est passé de ce vecteur aux humains<sup>14</sup>.

- Le virus Ebola identifié en 1976 en Afrique. On retrouve ici la déforestation, conduisant au contact de populations fragiles (déplacées de guerre) avec des chauves-souris forestières<sup>15</sup>.

- La grippe aviaire, issu d'un virus dit H5N1 en 2004, d'origine du sud-est asiatique. Sont en cause le réservoir oiseaux, les élevages intensifs de volailles, la mondialisation du commerce de volailles. Il est remarquable de constater que le virus a circulé d'est en ouest en suivant les routes commerciales de

l'élevage et non du sud au nord en suivant les routes des migrations des oiseaux porteurs naturels du virus...

- Le Covid-19 est lui aussi un coronavirus. C'est celui en cours (et certainement pas le dernier). Ici on retrouve les mêmes « ingrédients » : chauves-souris, viande de brousse et trafic pour la « médecine » traditionnelle (pangolins), concentration de populations, manque d'hygiène sur les marchés<sup>16</sup>.

A noter que l'on retrouve très souvent l'Asie du sud-est et la Chine comme lieux de « naissance » de ces pandémies : c'est sans aucun doute dans cette zone que se concentrent les éléments favorisant les pathogènes : forte croissance urbaine rapide empiétant sur les espaces naturels, élevages intensifs dans de mauvaises conditions d'hygiène, zones tropicales où sont concentrées des espèces réservoirs de virus, fonctionnement du commerce international<sup>17</sup>.

On peut noter aussi que ces pandémies ne touchent évidemment pas que les humains. Pour donner un exemple, celui du champignon Bd (*Batrachochytrium dendrobatidis*) introduit en Amérique du Sud via des batraciens exogènes (Xénope lisse africain ou grenouille taureau d'Amérique du Nord). Le champignon auquel les espèces d'origine se sont adaptées depuis longtemps a conduit à un effondrement spectaculaire des batraciens locaux d'Amérique centrale et du Sud<sup>18</sup>.

## LE BILAN

L'analyse de ces différentes pandémies fait apparaître un cocktail de causes, toujours les mêmes :

- Le réchauffement climatique, qui joue probablement un rôle mineur, mais participe au processus dans la mesure où il peut favoriser l'installation de nouvelles espèces (et donc aussi de ses parasites) de manière très rapide dans un écosystème (les autres espèces ne connaissent pas ces parasites et donc leur caractère pathogène peut devenir majeur) et dans la mesure où il déstabilise de manière brutale les écosystèmes, participant ainsi à la baisse de la biodiversité ;

- La baisse de biodiversité qui altère les écosystèmes et les coévolutions ancestrales (via entre autres la diminution





ou disparition des régulateurs de pathogènes, mais aussi l'uniformisation paysagère et les modifications brutales d'habitats induisant l'altération de l'équitabilité (certaines espèces deviennent dominantes tandis que d'autres sont réduites aux marges), et de la richesse spécifique (10 espèces au lieu de 100 dans un écosystème), ce qui favorise la circulation des pathogènes ;

- La destruction brutale d'écosystèmes (par exemple déforestation) conduisant des espèces réservoirs de virus à se retrouver en contact direct et nouveau avec des populations humaines concentrées. À ce sujet, il faut bien sûr noter que les populations anciennes (d'avant le néolithique) et les populations dites « autochtones » vivant au contact et par la faune sauvage ne sont pas ou n'étaient pas sensibles à ces pathogènes car elles-mêmes fortement soumises à la sélection naturelle, peu ou pas concentrées, ayant longuement coévolué avec leurs espèces proies et donc leurs pathogènes, donc très protégées. Les pandémies sont un produit du néolithique et de son impact majeur sur les écosystèmes naturels via l'agriculture et la naissance de l'élevage<sup>19</sup>, démultiplié de manière majeure par le capitalisme ;

- L'agriculture mondialisée est aussi en cause. Le commerce international (c'est-à-dire en fait le transfert des richesses du « Sud » vers le « Nord ») conduit non seulement à des cultures intensives et uniformes mais aussi hors de leur aire écologique grâce à des procédés artificiels (amendements, produits chimiques) qui non seulement détruisent les écosystèmes locaux, mais bouleversent les coévolutions ancestrales, ce qui favorise les pathogènes. Dans le secteur de l'élevage, la disparition des espèces domestiques locales au bénéfice d'un tout petit nombre d'espèces conduit à une standardisation génétique favorisant les pathogènes ;

- L'utilisation de la « viande de brousse » et son commerce dans des conditions favorisant les pathogènes des espèces impactées ;

- L'élevage intensif dans de mauvaises conditions d'hygiène, créant des « ponts » génétiques vers Homo sapiens ;

- La concentration de populations humaines, dans de mauvaises conditions de vie dans ces zones de « ponts » ;

- La mondialisation des échanges

humains et commerciaux, dans un contexte d'augmentation exponentielle et une rapidité de plus en plus grande ;

- Le cadre global de l'augmentation de la population humaine (on est passé de quelques centaines de milliers d'individus à 7 milliards).

Comme on le voit, c'est bien la façon dont l'espèce humaine habite son environnement qui est en cause et cela nous donne du coup aussi les clés pour agir. Non pour supprimer les maladies et les pathogènes, mais pour en réduire de manière importante les impacts.

### QUOI FAIRE ?

D'abord, il serait contre-productif et erroné (en plus d'être immoral) d'incriminer la démographie humaine et d'en déduire des logiques néo-malthusiennes consistant à penser que les pandémies « font le ménage ». Il n'est pas étonnant que ce soit dans les pays où est né le libéralisme économique que l'on développe l'idée de l'immunité collective, qui permettrait d'arrêter une pandémie... au prix de la perte des « faibles ». Contre-productif car c'est justement le développement des instincts sociaux et la capacité d'aide et de soutien aux plus « faibles » qui sont à l'origine du succès évolutif d'Homo sapiens. Erroné car il n'y a pas d'augmentation exponentielle de la population humaine. Tous les démographes sont formels, nous sommes en haut de la courbe, et les prévisions sont plutôt une augmentation vers 9 milliards d'individus, puis une décroissance. Je ne m'attarde pas là-dessus car ce n'est pas le sujet du texte, mais il convient de le rappeler.

Donc, il faut agir sur les autres causes, ce qui permet de ne pas se retrouver encore la prochaine fois à sauver les meubles en catastrophe en mettant en place des mesures de « confinement » des populations, destructrices des liens sociaux et favorisant la misère de populations entières, qui en retour est un élément favorisant... les pandémies !

Et ces causes sont justement celles sur lesquelles on peut agir !

- Limiter au maximum les risques par un système économique non destructeur pour les écosystèmes, en laissant de la place à des milieux naturels moins ou non anthropisés (en particulier en protégeant les forêts tropicales et équatoriales) ;

- Mettre fin aux élevages et à l'agriculture intensifs. L'alternative est un système agricole plus diversifié et

complexe constitué d'une mosaïque de polycultures et élevages locaux ;

- Diminuer de manière drastique les « échanges » inutiles en termes d'intérêt collectif (la mondialisation) ;
- Décarboner l'économie pour stopper le réchauffement climatique.

Si l'on ajoute à cela l'investissement massif dans les systèmes de santé (matériels, personnels, capacités locales de production, capacités de recherche scientifique) conçus comme un service public et non comme le terrain de jeu d'intérêts privés qui se nourrissent sur la misère et les souffrances des populations, on a la réponse nous permettant de vivre le mieux possible avec nos pathogènes.

### EN CONCLUSION

Pour appliquer ce plan, le système capitaliste n'est pas adapté. Il est le pire de tous. Les causes des pandémies sont au cœur de ce mode de rapport avec notre environnement. Il faut en changer. Nous avons besoin d'une société écosocialiste. □

1. Sonia Shah, « Contre les pandémies, l'écologie », *le Monde diplomatique*, mars 2020.

2. François Ramade, *Dictionnaire encyclopédique des sciences et de l'environnement*, Dunod, 2002.

3. Carl Zimmer, *Introduction à l'évolution*, chap. 7 p. 142, chap. 11 p. 264 et chap. 13 p. 302, De Boeck, 2011.

4. Guillaume Lecointre, Hervé Le Guyader, *Classification phylogénétique du vivant*, Belin, 2001.

5. Carl Zimmer, *Introduction à l'évolution*, chap. 7 p. 142, chap. 11 p. 264 et chap. 13 p. 302, De Boeck, 2011.

6. Gérard Larcher, « Chauves-souris et virus ou comment vivre ensemble », *Espèces* n°15, 2015.

7. « Appel du covid-19 aux bipèdes terrestres », *revue Terrestres*, paru initialement dans la revue *Lundimatin*

8. Claire Marin, « Penser les maladies sur le modèle de la guerre, c'est se méprendre sur l'essence du vivant », *le Monde*, 25 mars 2020.

9. Baptiste Morizot, *Les diplomates*, Wildproject, 2016.

10. Carl Zimmer, *Introduction à l'évolution*, chap. 7 p. 142, chap. 11 p. 264 et chap. 13 p. 302, De Boeck, 2011.

11. Carl Zimmer, *Introduction à l'évolution*, chap. 7 p. 142, chap. 11 p. 264 et chap. 13 p. 302, De Boeck, 2011.

12. Carl Zimmer, *Introduction à l'évolution*, chap. 7 p. 142, chap. 11 p. 264 et chap. 13 p. 302, De Boeck, 2011.

13. Carl Zimmer, *Introduction à l'évolution*, chap. 7 p. 142, chap. 11 p. 264 et chap. 13 p. 302, De Boeck, 2011.

14. Gérard Larcher, « Chauves-souris et virus ou comment vivre ensemble », *Espèces* n°15, 2015.

15. Jean-François Guégan, *émission Le virus au carré*, Mathieu Vidard, France Inter, mars 2020 et interview *Actu-Environnement*, 2020.

16. Jade Lindgaard et Amélie Poinssot, « Le coronavirus, un boomerang qui nous revient dans la figure », interview de chercheurs, *Mediapart* 2020.

17. Camille Lebarbenchon, interview dans *Actu-Environnement*, 2020.

18. Elizabeth Kolbert, *La 6e extinction*, chap. 1, La librairie Vuibert, 2015.

19. Frédéric Keck, « Les chauves-souris et les pangolins se révoltent », *Mediapart*, 2020, et « Nous n'avons pas l'imaginaire pour comprendre ce qui nous arrive », *le Monde*, 21 mars 2020.

# « La plus belle avenue du monde », de Ludivine Bantigny

PAR JULIEN SALINGUE

C'était il y a un peu plus d'un an. Une éternité, diront certains, en cette période de confinement. Le 16 mars 2019, les Champs-Élysées s'embrasaient à l'occasion de l'acte 18 des Gilets jaunes. Symbole parmi les symboles, le restaurant de luxe le Fouquet's, établissement pour très riches dans lequel Nicolas Sarkozy avait célébré sa victoire lors de l'élection présidentielle en 2007, était lui aussi la proie des flammes. Le Fouquet's fut alors, en outre, investi par des manifestants qui, dans une ambiance bon enfant, voire rigolarde, dérobaient des couverts, des tabourets et d'autres « souvenirs ». Dans les heures et les jours qui suivirent, le ballet des éditorialistes et des responsables politiques s'insurgeant contre cet acte intolérable à leurs yeux, et de toute évidence beaucoup plus grave qu'un éborgnement à coup de LBD, soulignait à quel point le mouvement des Gilets jaunes continuait de jouer un rôle de puissant révélateur des conflits, matériels et symboliques, entre classes.

Comment ne pas penser, en effet, à la célèbre formule de Jaurès devant la Chambre, en 1906 ? « *Le propre de l'action ouvrière, dans ce conflit, lorsqu'elle s'exagère, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder, en effet, par la brutalité visible et saisissable des actes. Ah ! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale.* »

## « CE QUI SE JOUE LÀ DÉPASSE DE LOIN LES VITRES BRISÉES »

Les événements du 16 mars sur les Champs-Élysées sont le point de départ du livre de Ludivine Bantigny : « *Selon le chef de l'État, c'est la république qui est prise pour cible. De toute évidence, ce qui se joue là dépasse de loin les vitres brisées, les tables renversées et les fourchettes emportées.* » C'est le moins que l'on puisse dire. L'événement et les réactions qu'il a suscitées en disent en effet très long, et le fait qu'il se soit déroulé sur les Champs-Élysées n'y est pas pour rien. C'est ce que entend expliquer Ludivine Bantigny dans son ouvrage, au cours duquel on découvre à quel point la « plus belle avenue du monde » cristallise, dans son histoire et au quotidien, la lutte des classes.

« *Les Champs-Élysées sont un concentré de démesure et de richesses, un "beau quartier", où se trament bien des conflits, comme une métaphore du monde tel qu'il est et tel qu'il est disputé, attaqué, refusé. Ils permettent de saisir comment se construisent des mondes séparés par la distinction et l'exploitation, mais aussi la violence et ses effets de dévoilement. Par leur irruption sur les Champs-Élysées, les gilets jaunes ont mis bas les masques et montré cet univers tel qu'il est : féroce sous ses dehors charmants et brutal sous ses oripeaux. Les Champs-Élysées racontent, en condensé, une histoire des rapports sociaux.* » Une histoire que l'auteure, archives et témoignages à l'appui, nous relate.

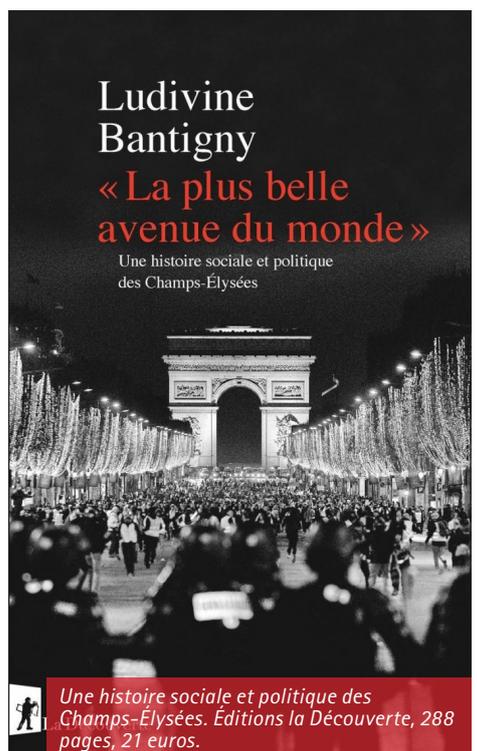
## VIOLENCE DES RICHES

Car cette avenue, théâtre de l'arrivée du Tour de France, du défilé du 14 juillet ou de celui de l'équipe de France victorieuse de la coupe du monde de football, n'est pas seulement celle où le loyer moyen annuel du mètre carré se monte à 14 470 euros. Elle a une longue et passionnante histoire, sociale et politique, sur laquelle Ludivine Bantigny revient dans les premiers chapitres du livre, et était déjà, bien avant l'insurrection des

Gilets jaunes, un lieu exprimant avec force les inégalités sociales, les mécanismes de domination, les contradictions de classe.

Éboueurs et femmes de chambres payées une misère en témoignent : la violence des riches s'exprime, au quotidien, de manière feutrée. Mais de cette violence-là, politiciens et médiocrates aux ordres ne parlent pas, tant elle leur semble faire partie du cours « normal » des choses, et tant elle est invisibilisée par un discours dominant qui nie une évidence que la critique sociale n'a pourtant eu de cesse de démontrer : la richesse des uns ne va pas sans la pauvreté et l'exploitation des autres.

On ne le découvre certes pas dans le livre de Ludivine Bantigny, mais son enquête donne un tout autre éclairage, en la situant dans une histoire politique et sociale, à l'irruption des Gilets jaunes sur la « plus belle avenue du monde » : « *Exprimer en ces lieux de tous les pouvoirs la détresse des fins de mois difficiles, le désarroi de la précarité, l'étreinte violente de la pauvreté était un défi, un moyen unique, une chambre d'écho à ces luttes pour l'égalité.* » À suivre... □



Ludivine  
Bantigny

« La plus belle  
avenue du monde »

Une histoire sociale et politique  
des Champs-Élysées



Une histoire sociale et politique des  
Champs-Élysées. Éditions la Découverte, 288  
pages, 21 euros.

# La lutte continue sous confinement

Pendant le confinement, nous ne restons pas les bras croisés, nous n'allons pas cueillir des fraises ! Nous continuons à militer, avec des moyens plus limités, dans les entreprises qui tournent encore, dans les quartiers populaires avec des actions de solidarité et de contestation de la politique du gouvernement... et sur internet.

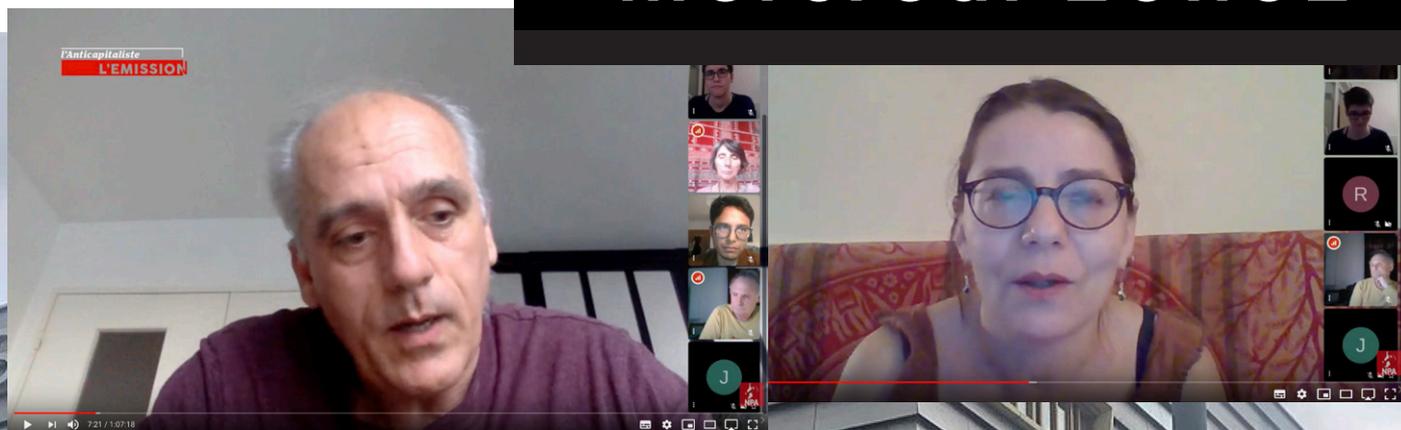
L'Anticapitaliste a inauguré une émission hebdomadaire, chaque mercredi soir à 20h02, pour donner la parole à celles et ceux qui se battent et pour proposer des analyses.

Le NPA développe aussi des visuels sur les réseaux sociaux, à partager sans modération, pour proposer des mots d'ordre pour aujourd'hui et pour préparer le « jour d'après ». En effet, celui-ci sera en bonne partie conditionné par ce que nous faisons dès aujourd'hui.

## l'Anticapitaliste

# L'EMISSION

## mercredi 20h02



**LA PROTECTION, PAS LA RÉPRESSION**



**DES MASQUES,  
DU GEL ET DES TESTS.  
PAS DES MATRAQUES**

**NPA • NPA2009.ORG**

**NOTRE SANTÉ, PAS LEURS PROFITS**

**DROIT DE RETRAIT  
POUR TOU-TE-S  
LES SALARIÉ-E-S**



**NPA • NPA2009.ORG**

**CONTRE LE CORONAVIRUS ET LE CAPITALISME**



**NOS VIES  
VALENT PLUS  
QUE LEURS PROFITS!**

**NPA • NPA2009.ORG**

**FACE À L'URGENCE SANITAIRE ET SOCIALE**



**RÉQUISITIONS  
POUR PRODUIRE LE  
MATÉRIEL DE PROTECTION  
ET LES MÉDICAMENTS**

**NPA • NPA2009.ORG**

**PÉNURIE DE MASQUES, ABSENCE DE TESTS...**



**DEHORS MACRON  
ET CE POUVOIR  
IRRÉSISTIBLE !**

**NPA • NPA2009.ORG**

**LEUR SYSTÈME, NOS MORTS !**



**LE "JOUR D'APRÈS",  
OUI MAIS SANS  
LE CAPITALISME !**

**NPA • NPA2009.ORG**